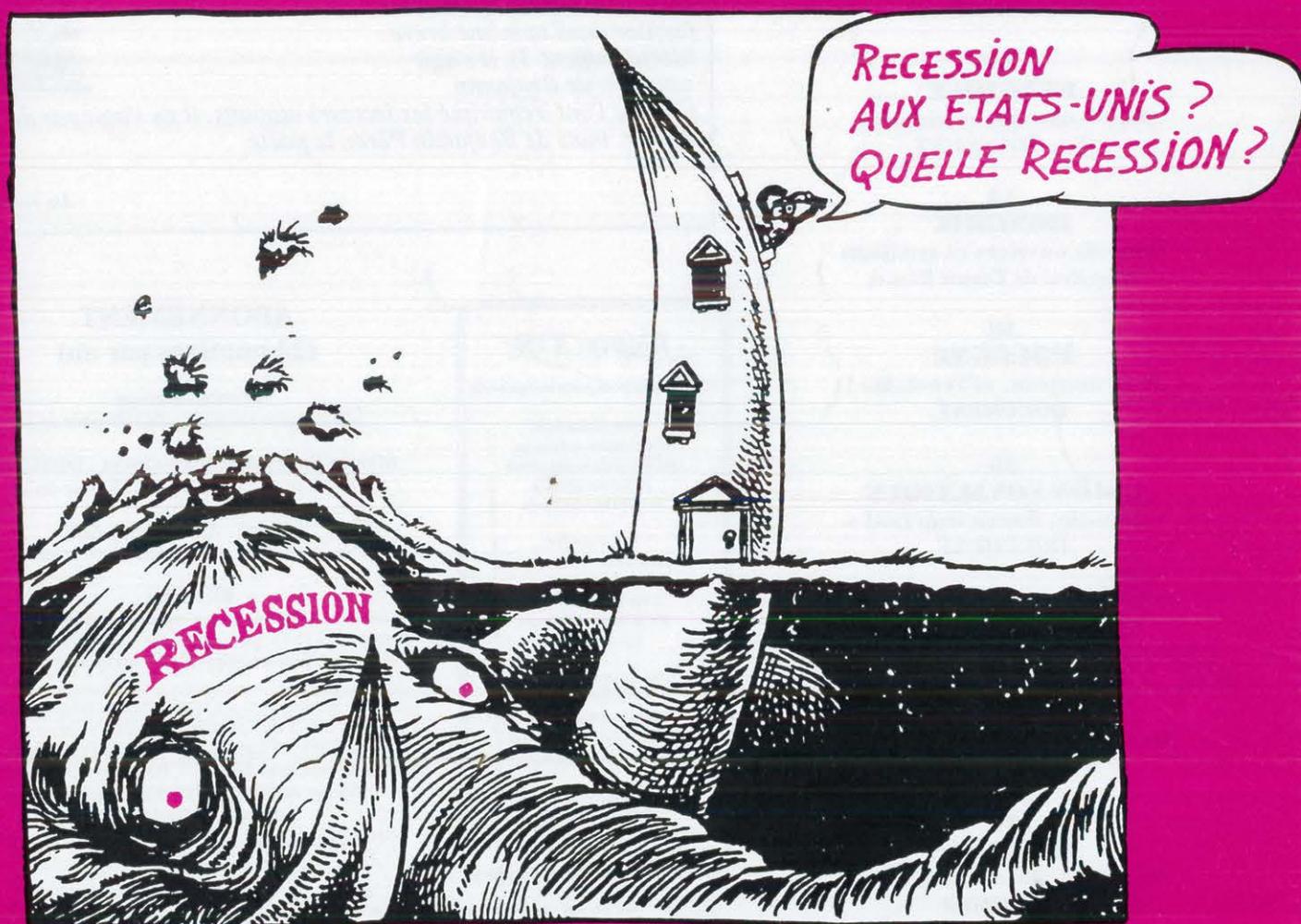
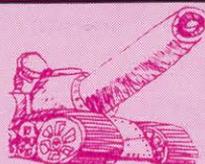


INpreCOR

Numéro 318 du 9 au 11 novembre 1990 ♦ 15 FF 4 FS 85 FB



EUROPE :



Le dilemme de la défense

- HONGRIE : Les conseils ouvriers
- JORDANIE : Dans les eaux du Golfe

3

ETATS-UNIS

Coup de gel aux Etats-Unis
Charles-André UDRY

7

EUROPE

Le dilemme de la défense européenne
Claude GABRIEL

12

BELGIQUE

La révolte des enseignants
Eric TOUSSAINT

14

HONGRIE

Conseils ouvriers et syndicats
Interview de Tamas Krausz

18

POLOGNE

Ni le marteau, ni l'enclume !
DOCUMENT

20

UNION SOVIETIQUE

« Demain, il sera trop tard »
DOCUMENT



22

CHINE

Des années de vaches maigres
Zhang KAI

24

JORDANIE

Au bon plaisir du roi Hussein
Luiza MARIA

27

PALESTINE

L'Intifada et le Golfe
DOCUMENT

28

Nouvelles du Monde

Haïti ; Portugal ; URSS ;
Décès d'I. B. Tabata.

*Les articles signés ne représentent pas nécessairement
le point de vue de la rédaction.*

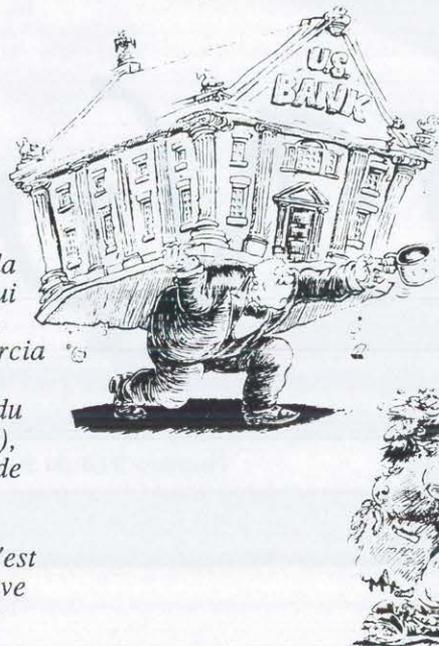
Errata encore et toujours...

A chaque numéro son lot
d'erreurs et de coquilles.
Dans le dernier, deux
méprises se sont glissées
fortuitement dans les
Nouvelles du Monde :

● La première concerne la
brève sur le symposium qui
s'est tenu à Sao Paulo, au
Brésil. Marco Aurelio Garcia
est bien responsable des
relations internationales du
Parti des travailleurs (PT),
mais il n'est pas membre de
la IVe Internationale.

● La deuxième coquille s'est
faufilée dans la même brève
(décidemment !). Il s'agit
cette fois de Benjamin.

Comme l'ont remarqué les lecteurs attentifs, il ne s'agit pas de
Walter, mais de Benjamin Péret, le poète.



La rédaction

INpreCOR

Correspondance de presse internationale

Revue bimensuelle
d'information et d'analyse
publiée sous la responsabilité
du Secrétariat unifié
de la IVe Internationale.

Éditée par PEC
(Presse-Édition-Communication)
Administration :
2 rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil, France
Tél. : 48 59 00 80

Directeur de publication :
Christian Lamotte
Commission paritaire
n° 59117, ISSN 1 0294 - 8516
Imprimé par Rotographie

Diffusé dans les librairies par
Diffusion Populaire
14 rue de Nanteuil, 75015 PARIS
Tél. : 45 32 06 23

ABONNEMENT (22 numéros par an)

France - Europe
140 FF pour six mois. 280 FF pour un an.

Afrique du Nord - Moyen-Orient - DOM-TOM
155 FF pour six mois. 310 FF pour un an.

Afrique - Amériques - Asie
180 FF pour six mois. 360 FF pour un an.

Pli fermé
France : 200 FF pour six mois. 405 FF pour un an.
Europe : 215 FF pour six mois. 430 FF pour un an.
Autres continents : nous écrire.

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre
de "PEC", à adresser à *Inprecor*,
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.
Virements bancaires à "PEC", BNP, agence Robespierre,
153 rue de Paris, 93108 Montreuil, France,
compte n° 230179/90.
Virements postaux à "PEC", compte-chèque postal
n° 2.322.42 T Paris.

Abonnement

Réabonnement

Moins de 25 ans et chômeurs (100 FF, 6 mois)

Nom Prénom :

Rue :

Commune / Code postal :

Ville :

Pays :

Coup de gel aux Etats-Unis

LE "TROISIÈME choc pétrolier" frappe à la porte. L'explication du coup de froid sur l'économie mondiale est toute trouvée. Le rhume pour certains, la bronchite pour d'autres ont été contractés dans le désert d'Arabie saoudite.

"Troisième choc" parce que deux hausses spectaculaires l'ont précédé. En 1973, à Koweït, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), créée à Bagdad, avait décidé de rompre les anciens accords avec les grandes compagnies pétrolières. Elle fit passer le prix du baril à 10 dollars. La récession généralisée des économies impérialistes — produite par un tassement de la demande, une élévation des surcapacités de production (sous-utilisation de l'appareil de production) et un affaissement des profits — suivit en 1974-1975. La "crise pétrolière" l'accentua, mais ne la provoqua pas.

Chocs en série

Le second choc intervint en 1979 et se poursuivit jusqu'en 1981 : le baril atteignit les 34 dollars. Trois ans après, en 1981-1982, une seconde récession se développa dans les pays du centre, engluant aussi les pays dépendants (crise de la dette) et un certain nombre de pays de l'Est (Pologne, Roumanie, Yougoslavie). Elle intervint après une période de relance très mitigée, marquée par un fort taux de chômage et une dépression persistante de certains pays du tiers monde. L'envol des prix du pétrole l'a approfondie.

L'économie nord-américaine s'enfoncé, celles de la République fédérale allemande (RFA) et du Japon flottent, la guerre chaude accentue le froid économique.

Charles-André UDRY

Depuis 1985, le prix du pétrole baissa — conjointement au taux de change du dollar face aux autres monnaies (le pétrole est payé en dollars) — et appuya la relance (1). En 1990, le "troisième choc" survient, alors que l'économie américaine est, depuis quelques mois, en phase descendante. Elle est accompagnée dans ce voyage, avec des vitesses différentes, par celles du Canada, de la Grande-Bretagne, de l'Australie, de l'Etat espagnol et très probablement de l'Italie. Les économies de l'Allemagne unifiée et du Japon sont encore sur leur lancée, certes avec des incertitudes.

Cette "collision pétro-guerrière" se produit après les accidents boursiers d'octobre 1987, d'octobre 1989 et la longue glissade, initiée en février 1990, de la bourse de Tokyo (moins 42 % depuis le début de l'année). Elle advient au milieu d'un "Financial Vietnam" aux Etats-Unis, symbolisé par la faillite des Caisses d'épargne, de géants de l'immobilier, etc. Voilà qui explique la bronchite, plus que la seule hausse — pour combien de temps ? à quel niveau ? — du pétrole.

Avant le choc irakien

Le *Wall Street Journal* dépeignait ainsi le paysage : « George Bush a un problème plus grand que Saddam Hussein : l'économie — ralentissant bien avant le choc irakien — qui titube vers la récession à l'heure présente » (2). Lester Thurow — économiste de renom, enseignant au Massachusetts Institute of Technology (MIT) et qui prie pour qu'il n'y ait pas de malheur — évoque en ces termes la gravité des répercussions possibles d'une récession pour les Etats-Unis : « A cause des dettes et des problèmes bancaires accumulés durant les années 1980, une quelconque récession dans les années 1990 produira un volume de faillites jamais vu depuis la Grande Dépression. Même sans une récession, les avoirs de la



classe moyenne fondent puisque le prix des maisons s'écroule dans une grande partie des Etats-Unis en réaction à l'excès d'endettement des années 1980 » (3).

Or, la récession est bien là, aux Etats-Unis. Le véritable débat porte sur sa profondeur et sa durée, comme titrait déjà le *New York Times* du 2 septembre 1990 (4), et sur ses interconnexions avec le reste de l'économie mondiale.

Depuis plusieurs trimestres, le déclin des profits des principales compagnies américaines attirait l'attention et expliquait (explique) la morosité prononcée de la bourse de New-York et la tristesse des investissements productifs, et par conséquent la productivité (production par heure) inférieure de 2 à 3 % par rapport à celle de la RFA et du Japon. En mars, le *Business Week* introduisait ainsi son analyse trimestrielle des résultats des 900 entreprises-clé des Etats-Unis pour le quatrième trimestre de 1989 : « L'économie américaine n'est pas en récession, pourtant vous ne le sauriez pas en examinant les résultats des compagnies. (...) Le résultat des compagnies a baissé de 19 % par rapport à l'année précédente » (5). Et d'indiquer que l'on retrouvait la juxtaposition du trimestre précédent entre croissance des ventes (demande), d'un côté, et tassement des profits, de l'autre. En réalité, dans le déroulement "classique" du cycle, la dernière phase est toujours soutenue par la consommation.

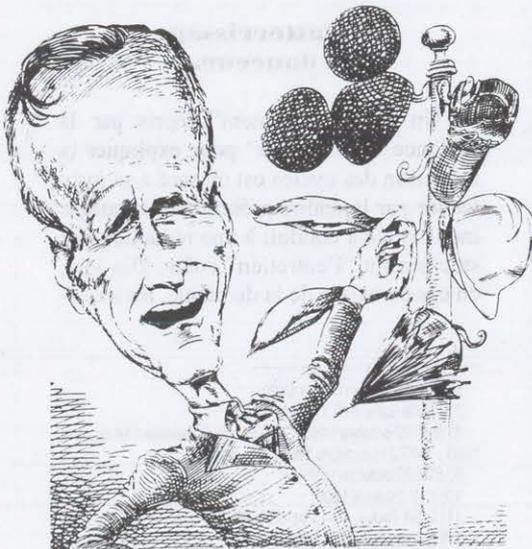
1) Voir *Inprecor* n° 313 du 13 juillet 1990.

2) *The Wall Street Journal (TWSJ)*, 17-18 août 1990.

3) *The International Herald Tribune (IHT)*, 9 octobre 1990.

4) *The New York Times, Sunday*, 2 septembre 1990

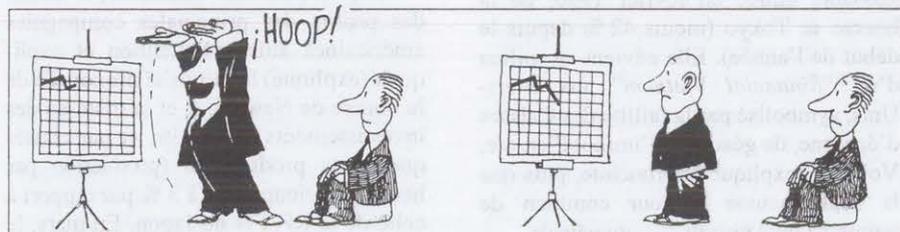
5) *Business Week (BW)*, 19 mars 1990.



En août 1990, *Business Week* effectuait à peu près la même remarque pour le deuxième trimestre 1990, en titrant : « Sommes-nous en récession ? » (6). L'hebdomadaire constatait que les économistes répondaient encore non à cette question. Il ajoutait, avec bon sens : « Mais appelez n'importe quel chef d'entreprise, et il répondra certainement oui ». Cette impression, le *New York Times* la traduisait dans une enquête relevant, en juillet 1990, que les Etats des Etats-Unis regroupant un tiers de la population étaient en récession ou sur le point de l'être (soit, selon la définition officielle trois trimestres de croissance négative).

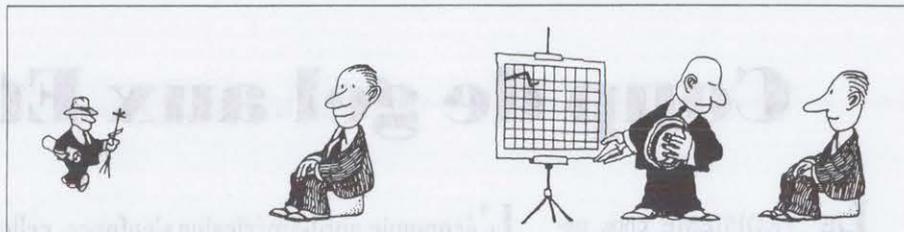
La compression des revenus

L'article relevait les résultats éloquentes d'une enquête effectuée auprès de ménages : 9 sur 10 avaient le sentiment que leurs revenus étaient comprimés par les primes d'assurances, les impôts et d'autres frais fixes qui croissaient plus vite que leurs salaires. Le responsable de l'enquête en tirait la conclusion : « Ceci n'est pas une récession peuplée de chômeurs... Ceci [c'est une récession] avec des personnes ayant un emploi, mais dont le revenu est toujours plus comprimé » (7). Une autre façon de confirmer qu'une part des pauvres aux Etats-Unis sont des personnes qui travaillent ! Voilà un fruit du reaganisme.



Dès lors, la baisse des profits, accompagnée durant un certain temps d'une croissance des ventes, allait lentement épouser la stagnation de ces dernières, étant donnée la réduction des revenus (de la demande), quand bien même l'emploi restait encore relativement élevé.

C'est ce qui se passa. Les résultats des profits des entreprises pour le deuxième trimestre 1990 et le début du troisième confirment la tendance (8), enregistrée avec aigreur par Wall Street. Mais, dès juin 1990, le chômage commence à peupler la débutante récession. Il passe de 5,2 % de la population active en juin 1990, à 5,7 % en septembre 1990 (chiffres qui en sous-estiment nettement l'ampleur, selon des statisticiens du département du Travail eux-mêmes). Ceux qui perdent leur travail mettent beaucoup



plus de temps à en trouver un autre. Seuls 44 % des 356 industries (examinées par le département du Travail) ont engagé de nouveaux salariés en septembre. La baisse des emplois industriels, depuis le début de l'année, s'élève à 520 000 ; sur lesquels 114 000 ont été élagués ces derniers mois (48 000 en août et 66 000 en septembre).

Dans la construction, depuis février 1990, 194 000 emplois ont disparu, dont 20 000 en septembre seulement. Les emplois dans les services, qui ont généré quelque 80 % des postes de travail durant la relance depuis 1983, se tassent, plus qu'au cours de six parmi les huit récessions de l'après-guerre (9). L'augmentation initiale du chômage et, surtout, la décroissance des heures supplémentaires (si importantes aux Etats-Unis pour "compléter" le revenu), associées à la hausse des prix, conduisent à une réduction du pouvoir d'achat (de la demande). Les chiffres de la distribution (commerce) pour septembre 1990 confirment la morosité des acheteurs, malgré les rabais et crédits effectués, qui s'annoncent éblouis-

Cette situation démystifie un argument avancé par des économistes à la mode, selon lesquels la croissance des services — par rapport à l'industrie — agit comme un cran de sécurité contre les récessions. Comme la mémoire est faillible, d'autant plus quand elle repose sur une incompréhension, on oublie que cet argument a été avancé en 1979... avant la récession de 1981-1982 ! Tout d'abord, la fragilité des emplois dans les services — dont il faudrait par ailleurs discuter le sens exact — est éclatante dès le début du ralentissement. Ensuite, les faillites touchent avec plus de violence les firmes des services. Enfin, comme le soulignait, en juillet 1990 déjà, l'un des meilleurs analystes de la conjoncture américaine, ancien économiste du département du Commerce et de la General Motors, Joseph Carson : « Je pense que les gens devraient se rappeler que dans le secteur des services vous ne perdez pas nécessairement autant d'emplois que dans le secteur manufacturier, mais que vous perdez des revenus » (12). Autrement dit, les salaires se tassent lors d'un ralentissement de l'économie (accompagné d'une inflation de plus de 6 points). De plus, une fraction considérable des revenus dans les services est liée à des primes et commissions diverses. Elles forment une fraction importante du revenu de salariés ou d'indépendants dans les assurances, l'immobilier, la banque, etc. Elles partent en fumée lorsque les "affaires tournent mal". Tout cela déprime la demande (le pouvoir d'achat).

De l'atterrissage en douceur...

Un autre "argument" repris par la "science économique" pour expliquer la réduction des cycles est mesuré à sa juste valeur par la réalité présente. La stratégie industrielle a conduit à une réduction des stocks dont "l'entretien" coûte. Dès lors, en cas de baisse de la demande, les indus-

sants pour Noël. Il est vrai que le rapport de l'endettement total des consommateurs à leur revenu disponible (celui après impôts) est de 20 % plus élevé qu'au début de la récession de 1981-1982. Les "faillites personnelles" (incapacité de faire face à son endettement), qui s'élevaient à 500 000 en 1987, dépasseront largement le million en 1990 (10). Logiquement l'emploi s'est donc de même réduit dans le secteur commercial (11). La baisse de la valeur des maisons — qui forment un des avoires d'une large couche de salariés aux Etats-Unis : 47 % des ménages peuvent s'acheter une maison à prix moyen — n'encourage pas aux dépenses de consommation. En effet, il apparaît plus qu'incertain de pouvoir revendre sa maison à un bon prix ou l'hypothéquer.

6) *BW*, 13 août et 6 août 1990.
 7) Publié dans *IHT*, 17 juillet 1990.
 8) *BW*, 22 octobre 1990 ; *Tribune de l'expansion*, 16 octobre 1990 ; *TWSJ*, 15 octobre 1990.
 9) *BW*, 22 octobre 1990.
 10) *BW*, 20 août 1990.
 11) *USA Today*, 13-15 octobre 1990.
 12) *Barron's*, 2 juillet 1990.

tries ne seront pas alourdies par des stocks et éviteraient de couper massivement la production et de licencier massivement en attendant de se défaire de ceux-ci. Cette description n'est pas fautive, à l'exception des licenciements... Sauf que ce ne sont pas les stocks qui déclenchent la récession. Cette fois encore, elle est provoquée par une série de facteurs conduisant à un recul de la demande de biens durables, de biens de production (investissements) et à un "excès" de constructions (villas, hôtels, bureaux, magasins : l'immobilier pourri) qui aboutit à un effondrement des prix immobiliers et à un recul du bâtiment ; d'autant plus que ce type de construction n'est pas relayé par une demande de maisons individuelles (elle est anémique depuis assez longtemps).

... à la récession sévère

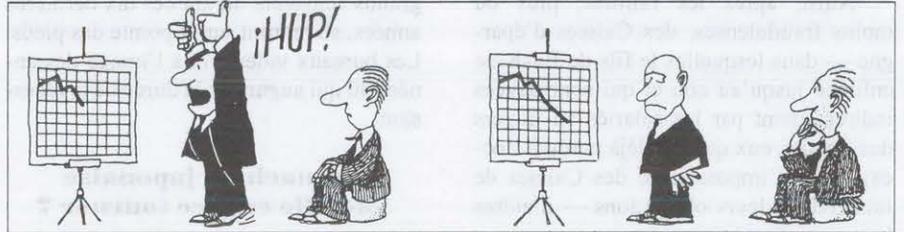
Il y a cinq mois encore, il était de bon ton de dénoncer les Cassandre qui prédisaient la récession. Aujourd'hui « beaucoup [d'économistes] affirment qu'elle sera sévère » (13). Après l'atterrissage en douceur de l'économie, rengaine reprise durant deux ans, on a eu droit à la "récession douce". Karen Pennar note à juste titre : « *Cependant, pour ceux qui ont la mémoire courte ou qui simplement ne connaissent rien, la récession naine est un animal très rare. Les huit dernières récessions de l'après-guerre ont duré en moyenne 11 mois et ont enregistré un déclin du Produit national brut (PNB, en termes réels) de 2,5 %* » (14).

Faut-il rappeler que les deux dernières récessions aux Etats-Unis se sont étalées sur 16 mois et ont fait s'envoler le chômage à 9 % en 1974-1975 et à plus de 11 % en 1982. Or, cette fois, à nouveau, le nain a englué ses courtes pattes dans la nappe de pétrole et, surtout, il assiste à l'ébranlement d'une montagne de dettes, de quoi lui faire chausser des bottes de sept lieues.

Face à une telle perspective, la recette traditionnelle du gouvernement consistait à réduire les impôts et taxes diverses et à injecter de l'argent dans le circuit pour relancer la locomotive. Or, le déficit budgétaire est tel que le débat porte sur une réduction de ce déficit — réduction d'ailleurs peu importante par rapport à son ampleur, mais frappant les secteurs de la population déjà favorisés — et sur une hausse des impôts. Ni la hausse, ni les impôts directs et indirects sur lesquels elle portera ne sont encore décidés. Néanmoins, dans plus d'un Etat, ces augmenta-

tions ont déjà été imposées. Elles ne stimulent pas la demande.

Ce déficit budgétaire reaganien — stimulé par la conjonction entre croissance des dépenses d'armement, diminution des dépenses sociales et réduction des impôts sur les riches et les entreprises — a des aspects "gigantesques", ayant des répercussions sur l'économie nationale et internationale. Le paiement des intérêts de la dette fédérale en fait une



composante décisive du budget. Pour l'année fiscale 1990-91, il équivaut à l'ensemble des dépenses dites de Sécurité sociale. Ou encore, il égale la moitié des entrées provenant des impôts sur les revenus des personnes privées. Le service de cette dette croît rapidement : il devrait atteindre 259,8 milliards de dollars, plus que le déficit budgétaire prévu pour 1990 (15).

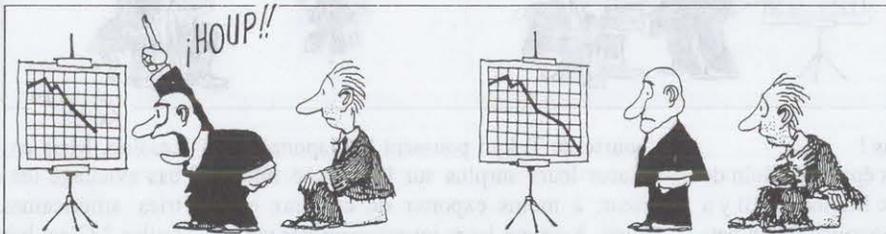
L'épineuse question du déficit

L'argument selon lequel cette dette publique n'est pas plus élevée qu'à la fin des années 40 n'est pas très convaincant. D'une part, la place de l'économie américaine dans l'économie mondiale était inférieure. D'autre part, le coût du service de la dette mesuré par rapport au PNB était

peu probable. Certes, les firmes d'armement « pourraient avoir des raisons de remercier Saddam pour le moment choisi pour son attaque », comme titrait le *Financial Times* (17). Que le gouvernement, tout en réduisant les frais de fonctionnement généraux de l'armée américaine, maintienne, et relance même sectoriellement, des commandes d'armes, c'est évident. Néanmoins, même si une part des "crédits" alloués à cette industrie proviennent du recyclage des pétrodollars d'Arabie saoudite et des Emirats, leurs effets sur la conjoncture sont assez réduits, sauf hypothèse d'une longue guerre. Ils stabiliseront, au mieux, le niveau actuel des dépenses d'armement, ce qui n'a pas empêché la récession, mais qui stimule en revanche l'inflation ! Ils seront alloués en partie à des industries plus "technologi-

ses" qui emploient moins de main-d'œuvre, telles Raytheon, Martin Marietta (qui arrivera peut-être à placer le système ADATS que Oerlikon-Bührle lui a cédé trop vite), E-System

moins de main-d'œuvre, telles Raytheon, Martin Marietta (qui arrivera peut-être à placer le système ADATS que Oerlikon-Bührle lui a cédé trop vite), E-System (18). Pour revenir à l'endettement privé — celui des entreprises — il faut aussi remarquer qu'il n'a pas diminué durant la longue période d'expansion. La dette des firmes est à la hauteur de 46 % de leur capital ; le seuil était à 36 %, il y a 10 ans. Tout cela fait frémir un Lester Thurow, ce qui explique pourquoi il se met à genoux



moins (intérêts plus bas, croissance, etc.). La récession va diminuer les revenus (donc les entrées) et accroître relativement, malgré les résistances, certaines dépenses sociales (allocations de chômage). Mais cela peut être neutralisé par des impôts ou taxes. Et surtout, le déficit restera un problème... après la récession, d'autant plus si le gouvernement fédéral doit garantir, comme pour les Caisses d'épargne, au travers de divers fonds fédéraux, des prêts qui sont plus que chancelants (assurances, hypothèques, prêts pour étudiants, etc.).

En outre, c'est la somme cumulée de l'endettement public et privé (des per-

tems (18). Pour revenir à l'endettement privé — celui des entreprises — il faut aussi remarquer qu'il n'a pas diminué durant la longue période d'expansion. La dette des firmes est à la hauteur de 46 % de leur capital ; le seuil était à 36 %, il y a 10 ans. Tout cela fait frémir un Lester Thurow, ce qui explique pourquoi il se met à genoux

13) TWSJ, 11 octobre 1990.
14) BW, 15 octobre 1990.
15) *The Washington Post*, reproduit dans *The Guardian Weekly*, 14 octobre 1990.
16) Sophie Gherardi dans *Le Monde*, 16 octobre 1990.
17) FT, 11-12 août 1990.
18) *Barron's*, 15 octobre 1990 et *US News and World Report*, 15 octobre 1990.

pour implorer que la récession soit aussi douce que possible.

En effet, la caractéristique particulière de cette récession américaine, qui s'affirme, réside dans l'interconnexion entre le recul de la production, de la demande, des profits et la fragilité financière des firmes industrielles, des grands promoteurs immobiliers et de certaines banques et assurances. Tous sont en relation d'affaires, par ailleurs. L'effet dominos n'est pas à exclure.

Ainsi, après les faillites, plus ou moins frauduleuses, des Caisses d'épargne — dans lesquelles le fils de Bush est enfoncé jusqu'au cou et qui sont payées indirectement par les salariés au travers des impôts, eux qui ont déjà perdu à l'occasion de l'impossibilité des Caisses de faire face à leurs obligations — d'autres banqueroutes s'annoncent.

L'immobilier n'est pas en béton et plus d'une assurance vie, qui a investi dans la pierre, pourrait avoir de sérieuses difficultés avec la chute des prix de la propriété immobilière, qui frappe aussi les personnes qui ont souscrit une assurance-vie (19).

Le cycle de l'endettement

En outre, les assurances se sont aventurées dans les "obligations pourries", à hauts rendements, émises à l'occasion de rachats et dépeçages d'entreprises par effet de levier (autrement dit par endettement). Or, avec la récession poitant plus que son nez, la putréfaction de ces obligations s'accélère. Les faillites d'entreprises endettées commencent à se multiplier : elles ne serviront plus les intérêts, élevés, sur leurs obligations !

La banque n'est pas épargnée, loin de là. La respectable Chase Manhattan, il y a quelques semaines, a annoncé avoir nettoyé de ses comptes 350 millions de dollars engloutis dans l'effondrement de l'immobilier. Elle a placé en réserves, pour assurance, une somme de 650 millions de dollars de prêts immobiliers "non-performants". Les analystes considèrent que la City Bank "possède" dans ses livres de comptes pour 2,3 milliards de dollars d'engagements immobiliers ne valant pas grand chose ; la Chase pour 1,8 milliards (soit pour les deux une moyenne de 17 % du total de leur portefeuille dans l'immobilier). Ce pourcentage est de 16 pour la Manufacturer Hanover's (20).

Le boom à crédit de l'immobilier a marqué la relance de ces dernières an-

nées ; le contre-coup sera proportionnel. Ajoutée à l'insolvabilité d'entreprises et de particuliers, la crise de ce secteur représentera la bombe de la "dette du tiers monde" — qui n'a pas disparu — pour les banques et assurances américaines dans la crise future. Que le déficit budgétaire se maintienne après la récession, c'est certain ; il y a même de fortes chances que les bureaux vides et les casinos désertés de Donald Trump le demeurent. D'autant plus que jamais les Japonais, grands acheteurs durant ces dix dernières années, se retirent sur la pointe des pieds. Les bureaux vides, voilà l'image des années 30 qui augure de la durée de la récession.

La machine japonaise va-t-elle encore tourner ?

La phase de relance de 1983-1989 aux Etats-Unis a été largement financée par l'apport de capitaux européens et japonais. Une question décisive se pose aujourd'hui : ce flot de capitaux va-t-il continuer ?

Voilà un élément tout aussi, si ce n'est plus, important que les effets directs du choc pétrolier. Le recyclage des pétrodollars, imposé par la présence américaine dans le Golfe, assure un certain flux. Mais pour ce qui est des pourvoyeurs nippons, le fleuve pourrait devenir rivière, ou même ruisseau. La hausse des taux d'intérêts au Japon et les pertes subies à la

d'obligations du Trésor américain ; le montant le plus bas depuis 1984. Ils ont rapatrié quelque 8,9 milliards de dollars durant les six premiers mois de l'année 1990 (21). Si le dollar décline face au yen (120 yens pour un dollar), le retrait des capitaux nippons risque d'être violent, malgré la "solidarité" qui leur sera demandée par Washington... pour combattre Saddam Hussein ! Sans la machine à prêter japonaise et avec une RFA très préoccupée par ses engagements dans les cinq *lander* assimilés récemment — et plus généralement, par ses projets à l'Est de l'Europe — l'économie américaine devra se soumettre à une brutale cure d'amaigrissement et à des méthodes de musculation nouvelles.

Certes, les milieux dirigeants vont exiger l'appui international — pour cela la lutte contre le "Hitler" du Moyen Orient a une fonction — et tenter d'accélérer l'intégration Canada/Etats-Unis/Mexique. Mais ceci est une musique d'avenir. Alors qu'une autre chanson sonne plus immédiatement aux oreilles : pour attirer des capitaux, en cas de retrait japonais, la FED ("banque centrale") devrait hausser les taux d'intérêts (d'autant plus si le dollar est faible). Les effets d'une telle opération sont connus : accentuation de la récession (le coût des emprunts pour consommation et investissement est plus élevé, la charge de la dette aussi) et risque d'un krach boursier, étant donné le différentiel de rendement entre

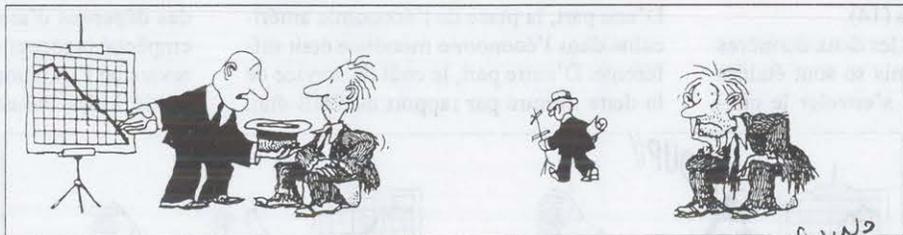
les actions (en chute libre) et les obligations plus intéressantes. Ceux qui sont pessimistes n'ont pas entièrement tort.

Evidemment, il reste les exportations vers les pays qui ne sont pas encore en ré-

cession. Mais en admettant que le dollar bas avantage les exportations, les industries américaines sont-elles concurrentielles ? C'est loin d'être sûr. Et, surtout, les exportations ne peuvent compenser la faiblesse des secteurs internes en difficulté.

La récession sera sérieuse. Comment cela va-t-il s'agencer avec le reste de l'économie mondiale ? ★

La Brèche
19 octobre 1990



bourse de Tokyo poussent les Japonais à placer leurs surplus sur le marché intérieur, à moins exporter de capitaux et, aussi, à diriger leurs investissements vers l'Europe, en vue de 1992.

Comme beaucoup d'investisseurs japonais ont emprunté sur le marché japonais à des taux d'intérêts flottants, ils tendent à faire revenir leur capitaux au Japon, parce que les rendements sont trop bas aux Etats-Unis par rapport à ce qu'ils doivent payer au Japon, où les taux montent. Enfin, les investissements japonais et européens, sources de nombreux emplois industriels aux Etats-Unis, vont se réduire.

La machine magique à argent nipponne se grippe. Ainsi, les investisseurs du Soleil levant n'ont acheté, depuis le début de l'année, que pour 10 milliards

19) Voir à ce propos l'enquête faite dans *Barron's*, 1er octobre 1990 et *l'IHT*, 12 octobre 1990.

20) *US News and World Report*, 1er octobre 1990.

21) *TWSJ*, 11 octobre 1990 ; *Journal de Genève*, 9 octobre 1990 ; *AGEFI*, 12 octobre 1990 ; *US News and World Report*, 17 septembre 1990.

Le dilemme de la défense européenne

TOUT est d'ailleurs fait pour dépendre un tiers monde mystérieux et énigmatique, donc forcément hors des normes ; cette

image est favorisée par le racisme mais aussi par une pensée politique dominante qui tend à renvoyer chaque événement au crible du "bien" et du "mal" (combien les pays pauvres recelleraient-ils potentiellement de nouveaux "Hitler" ?). Ce manichéisme, qui façonne les opinions publiques et prépare le terrain pour toutes les guerres, absorbe d'autant plus facilement le cas de l'Europe de l'Est que les incertitudes actuelles qui y règnent peuvent effectivement aboutir à une certaine "tiers-mondisation". L'impérialisme sait fort bien que si aucun système économique, capable de se reproduire, ne s'impose rapidement dans ces pays, le danger sera de plus en plus grand de voir le chaos social, des guerres civiles et des affrontements raciaux ou nationaux remplir ce vide.

Voilà pourquoi deux grands débats s'entremêlent. Il y a d'abord celui qui concerne le type d'armement. La guerre atomique entre Washington et Moscou n'est plus à l'ordre du jour et les systèmes militaires doivent, par conséquent, prendre en considération la montée des périls dans le tiers monde. Face aux déstabilisations de plus en plus fréquentes — sans parler des risques d'explosions sociales — il faut renforcer les capacités d'intervention rapide et d'interposition. Il faut un armement, des moyens de transport et des troupes qui correspondent à des situations aussi diverses que le sont les pays du tiers monde. A la guerre du pétrole d'aujourd'hui peut fort bien succéder une guerre du café, ou du cacao. La guerre de la "coca",

Tout le monde vous le dira : la "guerre froide" est terminée. Autant dire que le système de défense occidental devrait en être bouleversé. La crise du Golfe arrive d'ailleurs au bon moment pour alimenter ce grand débat. Quel serait, en effet, le nouveau grand danger pour les "nations civilisées", dépositaires de l'étalon démocratique universel ? Maintenant que les "rouges" ne sont plus ce qu'ils étaient, le tiers monde ravagé par la crise sociale et économique n'en apparaît que plus dangereux.

Claude GABRIEL

menée à sa manière, par l'administration nord-américaine en est un autre exemple spécifique. N'oublions pas qu'au cours des derniers mois des troupes impérialistes sont intervenues directement à Panama, au Gabon, au Libéria, en Arabie saoudite et au Rwanda. Un record !

Le second débat porte sur l'avenir de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) elle-même qui, durant plus de 40 ans, a structuré, autour de l'hégémonie américaine, une bonne partie de la doctrine militaire occidentale. L'OTAN devra-t-elle connaître une simple mutation et rester un cadre commun de sécurité en cas de chaos en URSS, ou ailleurs en Europe de l'Est ? Devra-t-elle, au contraire, donner naissance à une institution nouvelle, essentiellement tournée vers le tiers monde ?

Toutes ces interrogations ne relèvent pas de la seule politique militaire. La manière dont s'y intègre la question de la défense européenne montre, en effet, assez bien la place qu'occupent d'autres considérants, politiques et économiques. En d'autres termes, au-delà de l'unanimité de façade qui existe sur la défense de l'"Occident démocratique",

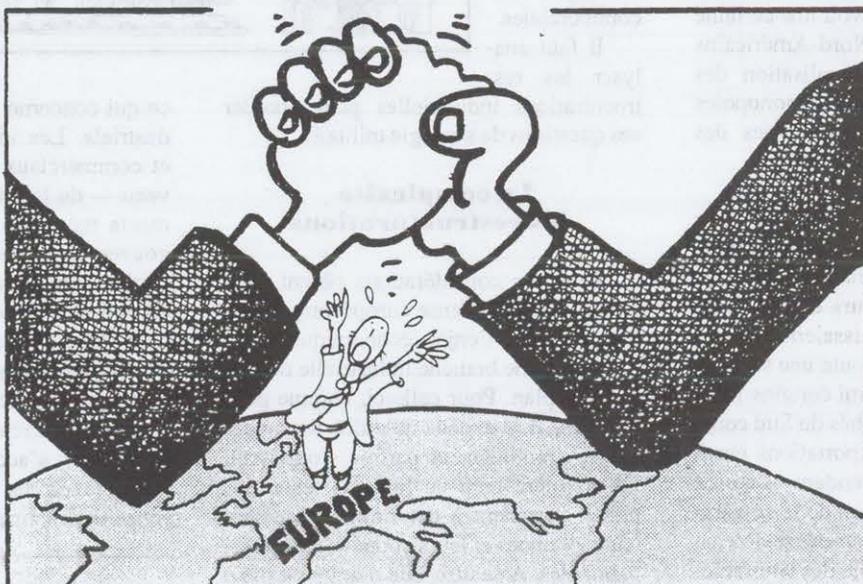
une partie serrée se joue, dans laquelle il est bel et bien question du déclin nord-américain et de la montée en puissance de l'Allemagne et du Japon. La politique de Bush dans le Golfe n'est d'ailleurs pas indépendante de ces enjeux. Car au moment où la doctrine de défense occidentale est objectivement remise en cause par l'effondrement des régimes de l'Est, c'est le leadership des Etats-Unis qui, à l'Ouest, apparaît de plus en plus anachronique, du moins au plan politique et économique. C'est cette coïncidence entre deux grands bouleversements internationaux qui donne à la question de la défense européenne un caractère aussi sensible.

De très gros intérêts industriels

Il existe différentes manières d'approcher les questions de défense qui, toutes, éclairent une facette particulière du problème. Mais il ne faut pas prendre au sérieux ceux qui s'évertuent toujours à ex-

pliquer tout cela par les seuls enjeux militaires. D'immenses lobbies industriels agissent évidemment par-delà la pantomime des généraux et des ministres de la Défense. Une partie des nouveaux débats est singulièrement portée par les restructurations industrielles mondiales qui touchent les entreprises de l'armement.

Cette "branche" connaît les mêmes problèmes que tous les autres grands secteurs industriels. Beaucoup



des grandes sociétés concernées ne travaillent d'ailleurs que partiellement pour le militaire, même si cela représente généralement une part très substantielle de leurs activités. Les filières se mêlent et font face aux mêmes défis financiers, technologiques et commerciaux. A ce titre donc, le processus des grands groupes européens militaro-industriels n'est pas différent de celui que l'on connaît pour l'automobile, l'informatique ou la chimie... Les restructurations sont autant européennes que mondiales ; les alliances obéissent de prime abord à autre chose que les seuls desiderata politiques.

Quelles sont les nouvelles contraintes ?

● Les coûts dans la production de l'armement moderne, ultra-sophistiqué, sont de plus en plus démesurés ; la part de la recherche et du développement atteindrait 30 % des coûts. Les risques sont donc considérables, ce qui pousse à des alliances et à des mariages de raison. La recherche d'économie d'échelle impose progressivement des armes dont le marché escompté dépasse évidemment le simple cadre national. Il faut de plus en plus, comme dans d'autres secteurs, occuper la première ou la seconde place mondiale pour tenir le choc.

Les Etats-Unis ont cherché à systématiser cette question à la fois pour abaisser les risques concurrentiels et pour maintenir leur hégémonie relative. C'est ainsi qu'ils ont créé le concept de "familles d'armes" afin de promouvoir une certaine division du travail entre Nord-Américains et Européens. Cette rationalisation des systèmes d'armes favorise les monopoles et tend à garantir aux entreprises des Etats-Unis un marché à long terme.

● Le marché est encombré. La chute des prix du pétrole jusqu'à la guerre du Golfe avait limité les finances des pays producteurs, gros acheteurs d'armement. En même temps, apparaissaient de nouveaux concurrents pour toute une série de matériel, notamment parmi certains Etats du tiers monde. Les marchés du Sud constituent l'essentiel des exportations européennes d'armement, rendant d'autant plus importante la question de la solvabilité. La dette irakienne pour cause d'achat d'armes est un bel exemple des contradic-

tions que cela engendre. En 1989, les exportations françaises d'armements auraient chuté de 40 % à cause des difficultés financières du tiers monde. La

Belgique, qui exportait pour plus de 25 milliards de francs belges, en 1981, ne dépasse pas les 10 milliards aujourd'hui.

● La baisse tendancielle des budgets du

fait de l'endettement des Etats impose une rationalisation partielle des marchés publics d'armement. Aux Etats-Unis, par exemple, le budget 1990 connaîtra pour la cinquième fois une baisse en termes réels. Et, surtout, cela va se combiner avec une réorientation des types d'armes produites : moins de dépenses, mais aussi des armements très ciblés pour les nouveaux conflits.

Tout cela accélère les rythmes d'une réorganisation mondiale de l'industrie d'armement. Il est important d'insister sur ce point pour mieux souligner les contradictions et les difficultés qui existent dans la mise en place d'une défense véritablement européenne et intégrée. Il ne fait aucun doute que la politique militaire n'est pas indépendante des ressources industrielles et des alliances techniques ou commerciales.

Il faut analyser les restructurations industrielles pour aborder ces questions de stratégie militaire.

La complexité des restructurations

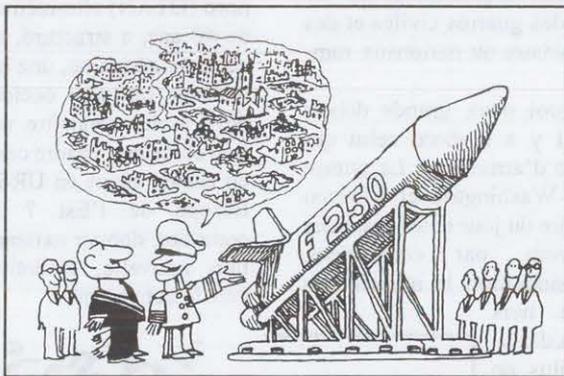
Plusieurs considérations pèsent dans le débat sur la défense européenne. Il y a, tout d'abord, l'enjeu économique et financier d'une branche industrielle de tout premier plan. Pour celle-ci, comme pour d'autres, il y a deux grandes tendances qui se combinent et parfois s'opposent. La première tient au fait que les entreprises cherchent à déterminer librement leurs alliances et leurs coopérations internationales. A ce titre, elle n'agissent pas a

priori comme des entreprises "européennes" façonnant un espace industriel et capitaliste européen ; elles défendent leurs parts de marché mondial, même s'il faut pour cela s'accommoder d'un partenaire nord-américain, voire japonais. La seconde tendance concerne l'entité politique institutionnelle de l'Europe — principalement de la Communauté économique européenne (CEE) — pour faire face aux concurrences américaines. Dans un pays comme la France, par exemple, où une partie importante de cette production se fait dans des entreprises nationalisées, la part de volonté politique n'est pas négligeable. C'est aussi une bonne raison pour que les Français soient les meilleurs avocats d'une défense européenne pour passer d'une forme de protectionnisme à une autre.

Dans la mesure où les commandes d'Etat sont, en ce domaine, déterminantes et que les exportations dépendent en partie des choix diplomatiques, les filières d'armement sont plus sensibles aux enjeux politico-stratégiques que d'autres. *Le Monde* du 29 septembre 1990 rappelait que les « exportateurs d'armements français et britanniques craignent d'être supplantés par les Américains » en saturant le marché saoudien au travers de l'expédition du Golfe. Les dégagements de troupes en Europe vont aussi favoriser la vente à vil prix de matériel de seconde

main par les Soviétiques et les Nord-américains. Ces derniers auraient ainsi "inondé" l'Egypte et le Maroc avec des chars M60 (1). Pourtant, cela ne donne pas toute latitude aux gouvernements en

ce qui concerne les choix strictement industriels. Les impératifs technologiques et commerciaux sont portés à un tel niveau — du fait de la taille des investissements requis —, que, parfois, les vœux gouvernementaux pèsent fort peu sur les choix d'alliances ou sur les possibilités de défendre un produit "national". L'avion de combat français Rafale est exemplaire de ces nouvelles contraintes ; l'idée que l'on puisse, à ce niveau de risques, produire un nouveau type d'avion — français ! — et s'accommoder comme par le passé (avec les Mirages) de la concurrence américaine est un leurre. Le marché



1) *Le Monde* du 26 juin 1990.

mondial a changé. Ce qui est devenu impossible au plan national n'est guère plus facile au niveau européen.

Mais acceptons tout de même qu'il y a dans le domaine des industries d'armement une plus grande imbrication avec le politique que dans d'autres — en ce qui concerne les restructurations industrielles et les coopérations. Sur ce terrain, patrons et politiciens peuvent être plus en phase que lorsqu'il s'agit de la télévision à haute définition, de la fabrication de mémoires de très hautes capacités ou de l'automobile. C'est, à terme, un point fort pour un projet spécifique de défense européenne.

Défense européenne ou pas ?

Au cours d'une conférence de presse sur le conflit avec l'Irak, François Mitterrand déclarait : « *Cela fait déjà longtemps que l'on sait qu'il n'existe pas de défense européenne proprement dite, puisque c'est à cela que l'on travaille... Ce qui ne veut pas dire pour autant que l'Europe soit tellement divisée puisque les membres de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) y compris les observateurs, se concertent et que je n'ai pas entendu de voix divergentes en leur sein. Donc il y a progrès, mais c'est vrai que la défense européenne, pour l'instant, passe derrière les alliances existantes* » (2).

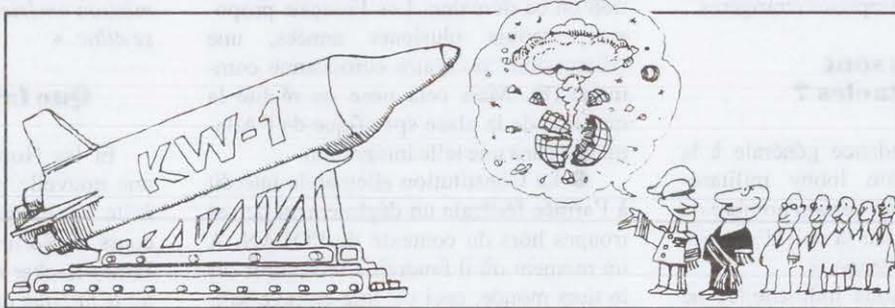
Les choix, à ce niveau, ne sont donc plus du seul ressort des intérêts industriels. La "construction européenne" relève d'une stratégie à long terme. Elle obéit à des impératifs de restructuration mondiale (ouvertures de marchés et mondialisation de la production) mais elle relève aussi d'une politique particulière pour une Europe capitaliste, aujourd'hui globalement plus productive que les Etats-Unis mais, par ailleurs, menacée par les performances japonaises. L'intégration européenne s'accélère de par la volonté de certains grands secteurs industriels et financiers (contre d'autres !) et des gouvernements.

L'objectif est maintenant l'Union économique et financière (UEM), avec, en point de mire, l'écu comme monnaie commune. Or, généralement, de telles unions sont précédées d'une fusion politique. Le tout récent exemple de l'absorption de la République démocratique allemande (RDA) par l'Allemagne fédérale prouve qu'il est tout de même préférable pour le moment d'avoir un pouvoir politique unique pour réussir le grand saut monétaire. Voilà pourquoi des gens comme Mitterrand plaident pour une union politique

menée parallèlement à l'UEM ; mais cela se heurte à une montagne de difficultés et de contradictions. Tout le monde comprend bien, en effet, qu'il va être difficile de mettre en place *ex-nihilo* un Etat européen s'attribuant une part de la "légitimité" et des prérogatives des Etats actuels. Comment le "fabriquer" ? Comment définir ses pouvoirs et ses objectifs ? Et, finalement, comment établir quels sont les intérêts mondiaux communs, commerciaux, diplomatiques et militaires d'un capitalisme européen en devenir ?

La mise en place d'une doctrine de défense européenne apparaît dès lors comme un moyen (et non comme un aboutissement) pour faire un certain nombre de choix industriels et stratégiques qui eux-même favorisent l'intégration politique en dernière instance. L'opération est donc fort précaire, mais beaucoup de choses toutefois œuvrent maintenant dans ce sens qu'il faut suivre avec la plus grande attention.

En février 1990, un accord a été conclu entre neuf pays européens pour constituer un marché commun de l'arme-



ment. Il s'agit par là d'ouvrir la possibilité pour des entreprises de répondre à des appels d'offre lancés par les armées des différents pays signataires.

Le 29 juin 1989, les ministres de la Défense ratifiaient un projet de recherche commun en matière d'armes (Euclide), sorte de petit frère militaire du programme européen Eureka, qui allouait 845 millions de francs pour la première phase, évidemment au profit des entreprises concernées.

La définition d'une défense européenne autonome passe donc par une indépendance technologique et industrielle, vis-à-vis des Etats-Unis, pour les nouvelles générations d'armes (3).

Les gouvernements ne sont donc pas indifférents aux coopérations industrielles qui peuvent ouvrir la voie à une cohésion militaire de la CEE. Au début des années 70, une coopération entre Aérospatiale (France) et Messerschmitt (MBB d'Allemagne) avait vu le jour pour la production de missiles anti-chars et sol-air. British Aerospace, MBB et Aeritalia ont collaboré pour l'avion Tornado. En

octobre 1989, les groupes français Thomson et britannique Aerospace ont proposé à leurs gouvernements respectifs un projet de conception commune pour des missiles (consortium Eurodynamics). En novembre 1989, Matra (France) prenait 20 % dans l'entreprise BGT, premier fabricant allemand de missiles Air-air. Aérospatiale et MBB réitéraient leur collaboration début 1990 pour lancer le projet d'hélicoptère franco-allemand (4). Le coût du projet serait de 6,8 milliards de francs. Ce partenariat est supposé s'élargir à des entreprises italiennes, néerlandaises et, fait significatif, éventuellement américaines.

Coopérations industrielle et militaire

Le même mois, les gouvernements de France, d'Allemagne et de Grande-Bretagne signaient un accord pour la fabrication d'un radar de défense contre des batteries adverses. Coût de la mise en route du projet, 1 milliard de francs !

En mars 1990, la France proposait à l'Etat espagnol la construction de sous-marins conventionnels.

En mai 1990, l'on retrouve les mêmes compères, Matra, Aérospatiale et MBB pour le projet de missile Roland.

Un autre consortium s'est aussi formé entre les Thomson, Aérospatiale et l'italien Selenia pour la fabrication d'une famille d'armes anti-aériennes, un mariage proposé conjointement à des firmes espagnoles et britanniques.

Les coopérations européennes en matière de satellites ne sont pas indépendantes du domaine militaire. L'entreprise européenne Ariane-Espace est, évidemment, très liée à une série de marchés militaires.

Au-delà des accords immédiats de production, on voit se former quelques grands trusts, dont le poids européen et mondial en matière de technologie et d'armement jouera un rôle essentiel dans la définition éventuelle d'une défense européenne indépendante. Il faut, à ce titre, rappeler la mainmise sur Plessey (Grande-Bretagne) de l'alliance du britannique General Electric Company (GEC)

2) *Le Monde* du 23 août 1990.

3) Le budget du Pentagone est deux fois et demi supérieur au budget militaire des Etats de la Communauté européenne.

4) *Le Monde* du 22 février 1990.

et de l'allemand Daimler. Et ce dernier fusionnait dans la même période avec MBB Messerschmitt. Ce nouveau groupe DM-MBB aurait ainsi un lien avec une vingtaine de produits militaires, en coopération avec des entreprises françaises, britanniques, italiennes, suisses, mais aussi américaines et canadiennes (5). Le nouveau groupe pèse 7 milliards de deustche marks dans le secteur militaire, soit 60 % des commandes du ministère allemand de la Défense (6). Des concentrations nationales accompagnent ce mouvement général. C'est, par exemple, le cas avec la fusion en Italie de Aeritalia et de Selenia, aboutissant à la formation du septième groupe aéronautique mondial avec 26 000 salariés. C'est encore le cas avec

la création, en France, du Groupement industriel des armements terrestres (GIAT), qui rassemble des entreprises d'Etat, et qui a un statut lui permettant de passer des alliances avec des entreprises étrangères.

Quels sont les obstacles ?

Malgré cette tendance générale à la formation d'un vaste lobby militaro-industriel européen, un certain nombre de difficultés persistent sur la voie d'une véritable défense européenne.

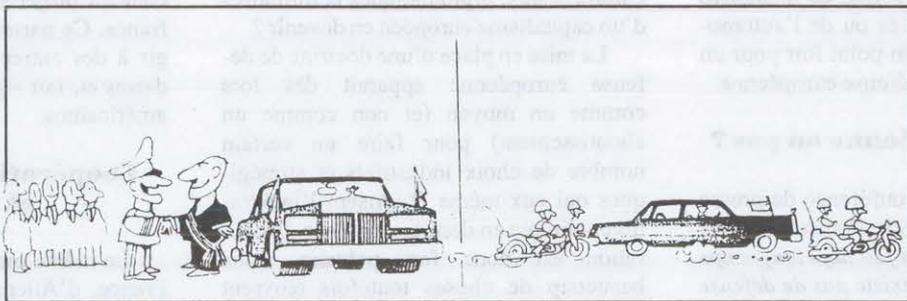
● Les coopérations industrielles ne sont pas exclusivement inter-européennes ; on l'a vu quand les Britanniques ont d'abord choisi, en juin 1989, le missile nucléaire Air-sol américain SRAM, plutôt que celui des Français. Ce fut à nouveau le cas quand Daimler décida, en mars 1990, une vaste coopération tous azimuts avec le japonais Mitsubishi, notamment pour l'aéronautique. Il en est de même pour toute une série de collaborations entre entreprises britanniques ou françaises et américaines (7).

● Les "familles d'armes" ont favorisé une forte interdépendance entre les Européens et les Nord-américains. L'industrie des Etats-Unis conserve un poids considérable tant que, pour des raisons historiques, Japonais et Allemands ne peuvent pas entrer complètement dans la compétition. Le poids américain constitue aussi une limite pour un pays comme la France, pour le transport aérien ou pour l'observation, par exemple (dépendance par rapport à l'avion radar Awacs). Il en découle, pour l'instant, une limite relative à l'indépendance militaire européenne.

● L'industrie britannique, qui joue un rôle de premier plan dans la filière mili-

taire européenne s'est beaucoup engagée dans des partenariats avec les Nord-Américains. Alors que les Français ont surtout privilégié l'alliance avec les groupes allemands, cette dissymétrie freine les possibilités d'un grand dessein militaire européen.

Les deux pays munis de l'arme atomique, la France et la Grande-Bretagne, ont mené, en la matière, des politiques radicalement différentes, Paris défendant le



principe de l'indépendance de sa force nucléaire par rapport au commandement de l'OTAN. Une force européenne intégrée nécessiterait une franche clarification en ce domaine. Les Français proposent, depuis plusieurs années, une "dissuasion" nucléaire européenne commune (8). Mais cela pose en réalité la question de la place spécifique de l'Allemagne dans une telle intégration.

● La Constitution allemande interdit à l'armée fédérale un déploiement de ses troupes hors du contexte de l'OTAN. A un moment où il faudrait se recentrer sur le tiers monde, ceci est une entrave supplémentaire ; on le constate aujourd'hui avec l'intervention impérialiste dans le Golfe. Helmut Kohl n'est pas mécontent de ne pas avoir à envoyer de troupes mais il a pourtant déjà annoncé qu'il faudrait, à terme, une révision constitutionnelle qui permette à l'Allemagne de remplir un rôle de gendarme qui corresponde à sa puissance économique.

● L'OTAN et l'Alliance atlantique restent pour le moment en place. Leur sort est en discussion. Les Etats-Unis se servent de cette inertie pour entraver le projet de défense européenne. Et, quoiqu'il en soit, les Européens eux-mêmes sont confrontés à un difficile dilemme. La question est : « *Peut-on se passer aujourd'hui de la puissance militaire américaine en Europe ?* ». Ou, en d'autres mots : « *Faut-il tourner définitivement la page de l'OTAN, quand demain l'anarchie et le désordre peuvent camper à nos portes, en Europe de l'Est ou en Méditerranée ?* » (9). L'avenir de l'OTAN va se jouer en partie au termes des négociations de désarmement en Europe, Conventional Forces in Europe (CFE) pour les forces armées conventionnelles et Strategic

Arms Reduction Talks (START) pour les armements stratégiques.

Ce n'est donc pas par simple souci diplomatique que les Européens veulent garder deux fers au feu, leur propre projet intégré et la coopération américaine. On a vu comment, dans l'affaire de l'unification allemande, l'appartenance à l'OTAN a pu être la pierre angulaire d'une tractation à l'encontre du Kremlin. Le vague à l'âme de certains dirigeants européens

montre bien l'étroitesse de leur marge de manœuvre et ce malgré l'affaiblissement relatif des moyens américains. Marc Eyskens, ministre belge des Affaires étrangères expliquait, le 23 novembre 1989 : « *Je suis partisan d'un*

pilier européen dans l'OTAN. Je suis euro-atlantiste. La détente et l'établissement d'une paix chaleureuse peuvent facilement conduire à un accord de condominium américano-soviétique si l'Europe se dilue. »

Que faire de l'OTAN ?

Et les Nord-Américains de chercher une nouvelle mission pour l'OTAN qui évite sa marginalisation. Dans un discours à Berlin, le 12 décembre 1989, James Backer rappelait qu'il faut « *réfléter le fait que la sécurité américaine — du point de vue politique, militaire et économique — reste liée à la sécurité de l'Europe* » de sorte qu'il faille continuer « *dans la formation d'approches occidentales communes* » face à toutes sortes de menaces.

Malgré cela, le débat fait rage dans la mesure où, comme le disait l'éditorialiste du *Monde diplomatique*, Claude Julien, à propos du rôle militaire des Etats-Unis : « *Le gendarme est fauché* » (10). Au centre de ces nouveaux enjeux se trouve le problème de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) qui, jusqu'à présent, n'a constitué qu'une assemblée sans moyens et surtout celui de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE).

Cette dernière est née des négocia-

5) *Libération* du 18 septembre 1989.
 6) Voir Memento Défense-Désarmement 1990, GRIP, Bruxelles.
 7) *Financial Times* du 28 mars 1990.
 8) Voir encore récemment l'interview du Premier ministre français, Michel Rocard, dans *Le Monde* du 23 octobre 1990.
 9) Voir l'interview de Manfred Woerner, secrétaire général de l'OTAN dans *Libération* du 17 octobre 1990. Gorbatchev vient lui-même de parler d'un risque de "libanisation" de l'Union soviétique.
 10) *Le Monde diplomatique*, octobre 1990.

tions d'Helsinki, en 1975. Elle regroupe, à l'exception de l'Albanie, tous les pays européens, les Etats-Unis et le Canada. Il y a, de la part de certains Européens, la tentative d'en faire peu ou prou un point de départ pour un cadre de sécurité contrôlé par les seuls Etats du vieux continent. Cela rejoindrait le projet de Confédération européenne déjà évoqué par Mitterrand. Il y a eu, par exemple, la proposition du belge Mark Eyskens de doter cette assemblée d'un "conseil de sécurité" pour les seuls Européens (11). En septembre 1990, c'était le Conseil de l'Europe qui proposait la mise en place d'une assemblée regroupant les pays européens, membres de la CSCE.

Tout cela n'est pas pour plaire à Washington qui, au contraire, veut parallèlement maintenir l'OTAN en tant que cadre supérieur de défense et strictement "occidentale". C'est ce qui fut finalement repris, toujours en ce même mois de septembre 1990, au cours d'une réunion, aux Etats-Unis, des ministres des Affaires étrangères des 35 pays européens, des Etats-Unis, du Canada et de l'URSS. Cette fois-ci il s'agirait d'un projet coiffant toutes les alliances actuelles, dont le siège pourrait être à Prague, l'OTAN restant dès lors la structure essentielle de défense de l'Europe de l'Ouest.

Alors, "nouvel Atlantisme" ou pas ? Manfred Woerner, secrétaire général de l'OTAN répond : « La CSCE peut être très utile pour prévenir les crises — ou pour les résoudre de manière pacifique. Mais pourrait-elle remplacer l'OTAN ? Avec 34 Etats très différents, chacun disposant du droit de veto, que ferait-on si un vrai conflit éclatait ? » (12). En réalité, ce n'est plus la puissance économique américaine qui est une entrave à la définition d'une défense européenne indépendante. Par contre, l'insuffisante cohésion des intérêts diplomatiques et commerciaux européens permet aux Américains de conserver une hégémonie relative. On l'a vu à propos du Golfe, quand les politiques des principaux Etats de la CEE ont montré leurs différences.

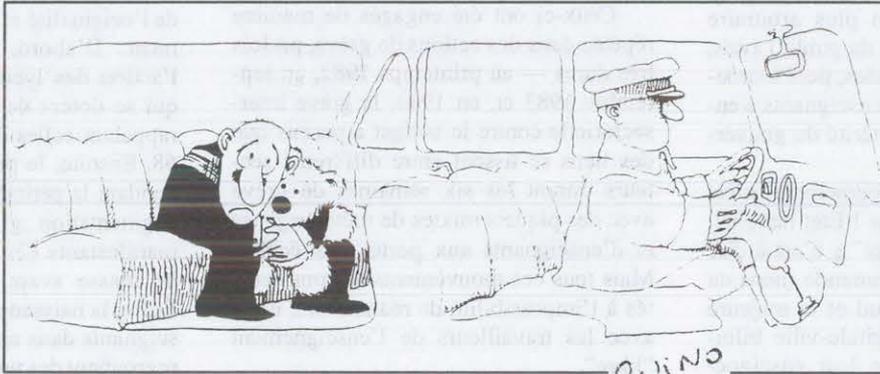
Quant à l'UEO, qui regroupe neuf Etats (13), elle n'a guère joué de rôle. Dans la crise du Golfe, elle ne s'est réunie que le 23 août 1990, soit environ 15 jours après la décision américaine, et pour ne rappeler que des positions de principe. Seuls les Français ont utilisé cet événement pour faire croire qu'il s'agissait

d'une étape nouvelle dans la marche vers l'unité européenne ; mais elle pourrait éventuellement apparaître comme un maillon utile pour les partisans d'une intégration politique rapide. Elle a l'avantage de correspondre quelque peu à la CEE (14). En retour, elle a aussi un inconvénient : elle n'est pas encore adaptée à la demande d'adhésion à la CEE d'Etats "neutres", comme par exemple l'Australie.

Les limites de l'intégration politique

Le mouvement est engagé, c'est un fait important à prendre en compte. La brigade franco-allemande est une première tentative d'intégration ; elle dépend d'un groupe de coopération franco-allemand, exécutif du Conseil franco-allemand de défense et de sécurité. L'expérience est très limitée, mais les Allemands proposeraient de la reproduire avec d'autres pays européens.

On voit, cependant, la difficulté qu'il y a à vouloir mener de front l'intégration



économique, monétaire, politique et militaire. On retrouve ici toutes les contradictions d'un vaste projet européen multidimensionnel, où l'Etat fédéral fait cruellement défaut.

Il faut toutefois intégrer désormais cette dimension dans les nouveaux défis auxquels fait face le mouvement ouvrier européen. Les partis traditionnels — sociaux-démocrates et anciens staliniens recyclés — vont, bien sûr, se porter en défense d'un tel projet militaire. Leur soutien inconditionnel aux intérêts industriels nationaux et européens, sans autre préoccupation sociale et politique, les mène tout droit à ce nouveau renoncement.

Il s'agit pourtant de toute autre chose que d'une simple reconversion pacifique des vieux systèmes de défense de la "guerre froide". C'est un système intégré, correspondant aux nouveaux appétits impérialistes, qui sera mis sur pied et qui pourra agir aussi bien dans le tiers monde

qu'en Europe en cas de troubles sociaux. L'armée continue sa mutation en intégrant la nouvelle dimension européenne. Les "missions" que lui confère la nouvelle situation mondiale poussent à une professionnalisation renforcée. La conscription tend à devenir un besoin marginal pour les Etats qui y font appel. Par ailleurs, la haute technicité des cadres militaires, qui correspond à la sophistication des armements, n'est absolument pas un gage de respectabilité et de "démocratisation" du corps social qu'est l'armée. Il est même très significatif qu'au moment où on évoque, ici ou là, un "déficit" démocratique d'une construction européenne faite à coup de décrets, les gouvernements s'engagent dans la mise en place d'une sécurité militaire européenne de plus en plus intégrée, de plus en plus liée à un lobby industriel international, et de moins en moins ouverte aux pressions de la société (15).

Pour un nouvel internationalisme

Ceci démontre que l'anti-militarisme doit s'ouvrir résolument à la dimension continentale en Europe. Il doit rechercher aussi vite que possible les moyens d'une action concertée et globale et prendre en compte le cadre intégral de l'Europe politique et économique. C'est un nouvel argument contre toute idée de luttes et d'organisation, "nationalement" auto-suffisantes.

Voilà une autre bonne raison pour l'émergence d'un nouvel internationalisme. La désobéissance civile, le refus de payer pour toutes les sales guerres, la solidarité avec les peuples du tiers monde agressés, la lutte inlassable contre la militarisation des sociétés, tout cela est urgent pour créer un nouveau mouvement antimilitariste européen. ★

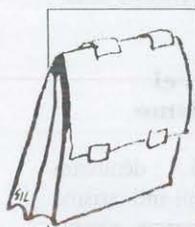
28 octobre 1990

11) *Nouvelles Atlantiques* du 2 mars 1990.
12) *Libération* du 17 octobre 1990.
13) Il s'agit des Etats de la CEE, à l'exception du Danemark, de la Grèce et de l'Irlande.
14) Voir le rapport Boesman, adopté par la Commission institutionnelle du Parlement européen du 2 mars 1989.
15) On vient encore de découvrir récemment, en Italie, une opération secrète "anti-subversive" — "opération Gliaive" — qui aurait été mise en place à la fin des années 60... en lien avec l'OTAN.

La révolte des enseignants

Le mouvement dans lequel se sont engagés les enseignants francophones depuis le printemps 1990, fera date dans l'histoire des luttes sociales en Belgique. Jamais, depuis que la Belgique existe, les enseignants, traditionnellement divisés entre réseaux privés (le "libre", qui, en Belgique francophone, représente 48 %) et public ("l'officiel", 52 %) n'avaient fait l'unité.

Eric TOUSSAINT



L'ÉCOLE PRIVÉE représentant près de la moitié de tout l'enseignement, le peu de combativité des travailleurs de ce secteur (soumis à un pouvoir bien plus arbitraire que ceux du public) avait, jusqu'à ces dernières années, pesé lourdement sur la capacité des enseignants à endiguer la politique d'austérité du gouvernement.

Depuis 1989, l'enseignement n'est plus de la compétence de l'Etat national. Il a été "communautarisé" ; c'est-à-dire que les communautés flamande (nord du pays) et francophone (sud et la majeure partie de Bruxelles, capitale-ville bilingue) organisent chacune leur enseignement.

Les socialistes revenus au pouvoir en 1988, après 7 ans d'opposition, avaient promis une amélioration substantielle de l'enseignement et des autres ministères sociaux grâce à cette fameuse "communautarisation".

Le Parti socialiste (42 % de l'électorat) et le Parti socialiste-chrétien (un des deux principaux partis bourgeois) entretiennent des liens étroits avec la classe ouvrière, notamment par le biais des centrales syndicales qui leur sont liées (la Fédération générale du travail de Belgique — FGDB, liée au PS — qui organise près de 500 000 travailleurs francophones, suivie de près par la Confédération des syndicats chrétiens, liée au PSC).

Le PS bénéficie d'une très forte base sociale dans l'enseignement public, tandis que le PSC encadre encore largement le privé. PS et PSC sont contestés par une couche importante de leur électorat et de leurs relais dans les syndicats d'enseignants. Indépendamment des éventuelles

conséquences électorales du fossé qui s'est ainsi creusé, ces partis resteront marqués par cet épisode de la lutte des classes.

Jusqu'au printemps 1990, les batailles les plus résolues étaient le fait des enseignants du public (1).

Des luttes des années 80 au printemps 1990

Ceux-ci ont été engagés de manière répétée dans des actions de grève, parfois très dures — au printemps 1982, en septembre 1983 et, en 1984, la grève intersectorielle contre le budget a permis que des liens se tissent entre différents secteurs durant les six semaines de grève avec des piquets mixtes de métallurgistes et d'enseignants aux portes des écoles. Mais tous ces mouvements se sont heurtés à l'impossibilité de réaliser une unité avec les travailleurs de l'enseignement "libre".

Les directions chrétiennes, qui soutenaient — à quelques exceptions près — les gouvernements chrétiens-libéraux (au pouvoir entre 1981 et 1988) ont exercé une forte pression sur leur base. Cela a entraîné une incapacité des enseignants du public à endiguer les attaques gouvernementales.

La politique chrétienne-libérale de l'époque portait atteinte à tout l'enseignement, mais ménageait néanmoins certaines portes de sortie au privé.

Cette situation commence à changer en 1986. A l'époque, la politique d'austérité grimpe d'un cran et se heurte dès lors à une vaste protestation qui met enfin les enseignants du secteur privé en action. Ceux-ci sont même, à certains endroits, plus combatifs que ceux du public, chez qui domine un mélange de sentiment d'impuissance et de défiance à l'égard de ceux du "libre" qui ne les ont pas suivis en 1981 et en 1985.

La situation change du tout au tout en mai 1990, quand démarre un front com-

mun syndical regroupant les syndicats socialistes majoritaires dans le public et les chrétiens (majoritaires dans le privé) et même libéraux (très minoritaires mais pas insignifiants). C'est la lutte la plus massive qu'aient jamais connue les professeurs francophones. Durant la deuxième moitié de mai 1990 et les premiers jours de juin, presque toutes les écoles sont bloquées pendant plusieurs semaines. Du jamais vu.

"Piquets alternés"

Comme tout mouvement de grande ampleur, celui-ci invente des formes de lutte et crée une expression pour les désigner : les "piquets alternés". De quoi s'agit-il ? De pratiques diverses qui vont des piquets composés en front commun à l'échange de piquets de grève entre écoles "officielles" et "libres". Cela permet de créer un sentiment d'unité et d'éviter les repréailles.

L'enseignement a ainsi été paralysé durant plusieurs semaines alors que le programme d'action du front syndical ne prévoyait que six jours de grève.

On peut citer trois autres symptômes de l'originalité et de l'ampleur du mouvement. D'abord, l'entrée massive dans l'action des lycées (voir encadré p. 15) qui se dotent de nouvelles organisations rappelant celles de l'immédiat après-Mai 68. Ensuite, le prolongement des actions pendant la période des examens avec une augmentation graduelle du nombre de manifestants (2) et la reprise de l'action de masse avant la rentrée des classes. Enfin, la naissance de coordinations d'enseignants dans un cadre de front syndical regroupant des non-syndiqués.

Ces coordinations animées généralement par des délégués syndicaux de base combattifs ont permis d'organiser au niveau local, voire régional, les enseignants des deux réseaux, syndiqués ou non. Souvent, elles ont été considérées avec défiance par les directions syndicales qui ont dû s'en accommoder, car elles dynamisaient le mouvement. L'activité de ces coordinations est allée de pair avec une hausse de la syndicalisation grâce au rôle joué par les délégués de base qui les dirigeaient.

Plusieurs facteurs expliquent le re-

1) Affiliés à 50 % environ à la Centrale syndicale des Services publics-Fédération générale du travail de Belgique (CGSP-FGTB), la Confédération des syndicats chrétiens-Union catholique de l'enseignement officiel (CSC-UCEO) et le syndicat libéral ne regroupent ensemble qu'un peu plus de 10 % des enseignants.

2) 7 000 le 7 juin à Ottignies ; 10 000 le 14 juin à Ath ; 12 000 le 26 juin à Verviers et 8 000 à Bruxelles, le 1er septembre, avec une nouvelle amplification en septembre-octobre, 15 000 à Namur le 27 septembre et 22 000 le 4 octobre (si on additionne les participants aux manifestations régionales de Liège, Bruxelles, Namur et Charleroi) ; 30 000 à Bruxelles le 9 octobre.

tournement de situation par rapport à la décennie précédente. Le détonateur est évidemment la volonté des ministres de l'Education de faire financer les 2% d'augmentation salariale concédée aux enseignants — comme à tous les fonctionnaires — par les étudiants et leurs parents (augmentation des droits d'inscription à l'université, dans l'enseignement supérieur) ainsi que par une nouvelle dégradation des conditions de travail (diminution de subsides aux écoles). La provocation était de taille.

Les racines de la colère

Mais cela ne suffit pas à expliquer l'ampleur de la déflagration. Celle-ci est due à la quantité de matière inflammable accumulée dans les écoles au cours des années 80. C'est que les enseignants ont été frappés de plein fouet par l'austérité : diminution des salaires réels suivi d'une très faible récupération comparée à d'autres secteurs salariés ; augmentation du temps de travail hebdomadaire dans le secondaire ; augmentation du nombre d'élèves par enseignant ; suppressions substantielles d'emplois ; développement de la précarisation du travail pour les enseignants en-dessous de 40 ans et plus (statut d'intérimaire qui dure 10 à 12 ans, obligation de travailler dans plusieurs écoles pour avoir un horaire complet, mise en disponibilité).

La matière inflammable constituait un mélange d'insatisfactions matérielles (les salaires) et qualitatives. Ces dernières ont joué un rôle essentiel, comme lors de la lutte des infirmières, en 1989.

Les enseignants ont en majorité connu le vent de rénovation de l'enseignement qui a soufflé dans les années 70 (après Mai 68). A cette époque, la qualité du travail s'était améliorée sur le plan de la forme (un peu moins d'élèves par classe) et du contenu (une ouverture critique sur les problèmes de société). Les années 80 ont, par contre, représenté un véritable retour au néo-libéralisme.

La mise en place d'un gouvernement social-chrétien/socialiste en 1988 ouvrait, aux yeux de beaucoup, la perspective d'une amélioration significative. D'autant plus que le changement d'attelage gouvernemental coïncidait avec le transfert, longtemps revendiqué, de l'enseignement et de ses enveloppes communautaires vers les exécutifs communautaires. Le PS, le PSC et la plupart des dirigeants syndicaux avaient promis que, grâce à cela, le sort de l'enseignement s'améliorerait. Or, non seulement il n'en est rien, mais en plus il est apparu que les conditions de travail allaient encore se dégrader. C'était trop.

Lycéens en colère en France et en Belgique

● EN FRANCE

Parti de certains établissements de la banlieue parisienne où les problèmes de sureffectifs et de débordement sont particulièrement aigus, un mouvement lycéen d'ampleur s'est répandu comme une traînée de poudre dans toute la France, depuis la mi-octobre 1990.

Les 25 octobre et 5 novembre, les manifestations lycéennes ont rassemblé 130 000 personnes (plus de 25 000 à Paris, 7 000 à Lyon, Strasbourg et Toulouse, etc.), malgré l'interruption des vacances de la Toussaint.

Les lycéens exigent avant tout une augmentation du budget de l'Education nationale pour résoudre les difficultés concrètes auxquelles ils sont confrontés : manque d'enseignants, cours surchargés, locaux et matériel en mauvais état. Derrière ces revendications, pointe l'inquiétude des étudiants qui craignent, à la fin de leurs études, de se retrouver au chômage ou dans des "petits boulots" précaires ; angoisses légitimes puisque, chaque année depuis 1986, entre 640 000 et 700 000 jeunes arrivent sur le marché du travail, et seulement 400 000 ont un emploi six mois plus tard. De plus, la volonté du gouvernement de François Mitterrand d'« amener 80 % d'une classe d'âge au baccalauréat » est de plus en plus ressentie comme un leurre car des différences substantielles existent entre les moyens attribués aux lycées des centre-villes et ceux des banlieues (où l'on trouve essentiellement les jeunes des milieux les plus défavorisés) et la différenciation des filières permet, de fait, la sélection.

Pour l'instant, le gouvernement refuse d'augmenter l'enveloppe budgétaire de l'Education et n'a accordé que des broutilles ; les lycéens, regroupés localement et nationalement dans des coordinations, prévoient une manifestation nationale devant l'Elysée (siège de la présidence de la République), le 12 novembre 1990 ; ils comptent d'ores et déjà sur le soutien de certains syndicats enseignants.

● EN BELGIQUE

Les lycéens de la ville de Malines se battent, depuis septembre 1990, sous la direction du Comité d'action des lycéens (SAK) pour plus d'heures de cours, des classes moins peuplées et contre la répression ; le 9 octobre 1990, ils sont partis en grève.

Après avoir manifesté dans les rues de leur ville, ils ont pris le train pour Bruxelles « pour établir une liaison avec les enseignants francophones et pour montrer notre solidarité. »

L'étonnement a été grand parmi les professeurs face à la solidarité des lycéens flamands ! ★

Les enseignants du "libre" sont partis en mouvement, parce qu'ils sont les plus frappés par les plans de diminution des subsides de fonctionnement. Ils renouaient avec leur colère de Mai 68. A une différence près toutefois : cette fois-ci, on a vu des enseignants du "libre" faire irruption dans des écoles "officielles" afin de les faire débrayer. D'abord surpris, les enseignants ont fini par s'engager à fond et le front syndical s'est mis en place, relayé avec lenteur au sommet.

L'entrée des lycéens dans la lutte a fait le reste. Le parfum de Mai 68 qui s'est dégagé de tout cela tient à la liaison inextricable entre le quantitatif et le qualitatif (le projet pédagogique et social poursuivi, les relations professeurs/élèves et professeurs/pouvoir organisateurs mandarinaux, la valorisation du pouvoir accompli, etc.)

Le mépris plusieurs fois affiché par les ministres de l'Education Ylief et Grafé a amplifié cet aspect en y ajoutant une composante anti-autoritaire. Celle-ci est très sensible dans les slogans qui dénoncent "Ylliefscu", le "génie des cartables". Tobback, ministre socialiste de l'Intérieur, qui a traité les enseignants de "cancres" lors de la manifestation du 9 octobre, n'a fait que jeter de l'huile sur le

feu. A partir du 22 octobre, en effet, un mouvement de grève générale a été déclenché par les directions syndicales appuyées par les coordinations, qui a été suivi à plus de 90 %.

Cette lame de fond a provoqué la rage des ministres et potentats socialistes locaux qui ont fait appel à la police pour tenter mystérieusement d'intimider les piquets de grève (on peut évaluer à plus de 15 000 les enseignants qui ont participé à ces derniers), jusqu'à présent cela n'a fait que renforcer la détermination des professeurs. Actuellement, la situation est bel et bien bloquée car le gouvernement ne semble pas disposé à faire d'importantes concessions aux enseignants de peur d'entraîner une spirale revendicative dans toute la Fonction publique.

On voit mal qui pourra éteindre l'étincelle. Poussées toujours plus en avant par une base de plus en plus révoltée, les organisations syndicales en sont à demander l'augmentation des parts budgétaires réservées à l'enseignement dans les deux communautés du pays.

La perche est tendue en direction des professeurs flamands et de leurs syndicats. ★

Bruxelles, le 30 octobre 1990

La grogne de la rue

LA HONGRIE est souvent présentée par les médias occidentaux comme le pays de l'Est qui a le plus avancé vers le capitalisme. L'interview ci-contre de Tamas Krausz laisse penser qu'il reste encore du chemin.

Ce pays a connu l'expérience la plus longue de réformes de marché et la glorification de l'efficacité capitaliste. Le vieux régime de Kadar et ses successeurs avaient déjà introduit de telles mesures depuis les années 70 et, vers sa fin, sous la pression du Fonds monétaire international (FMI), avec une férocité croissante. Pourtant, vingt ans après, la richesse hongroise totale disponible pour acheter des propriétés qui seraient privatisées ne dépasse pas 900 millions de dollars. Cela ne représente qu'environ 3 % des biens publics qui seraient susceptibles d'être mis aux enchères (environ 10 milliards de dollars pour la terre et 20 milliards pour les autres avoirs) ; mais qui va les acquérir ? Peu de gens mettent en cause, à l'heure actuelle, le principe même des privatisations, mais il y a bien des façons d'y parvenir et, pour l'instant, seule une faible partie de l'économie est entre les mains du secteur privé.

Des élections ont eu lieu en mars 1990 (voir *Inprecor* n° 308 du 5 mai 1990). Le vieux parti communiste stalinien a éclaté en deux : le Parti socialiste hongrois (PSH) — qui a obtenu 9,5 % des voix — et le Parti socialiste ouvrier hongrois (PSOH) — moins de 4 %. Deux grandes nouvelles formations sont apparues : le Forum démocratique hongrois (MDF) avec 42,5 % des votes, et l'Alliance des démocrates libres (SzDSz), avec 23,2 %. Le MDF est un parti nationaliste et chrétien et le SzDSz se dit voué à la libre entreprise ainsi qu'à "l'Europe et à l'internationalisme". Ces deux regroupements ont un profil mal défini ; on y trouve de nombreux renégats de l'ancien régime et des courants allant de la social-démocratie à l'ultra-conservatisme.

Le MDF a formé un gouvernement, en mai 1990. Selon un sondage publié dans le quotidien *Magyar Hirlap*, le 17 août 1990, environ 60 % des personnes interrogées croyaient que les choses iraient mieux dorénavant. Mais, trois mois plus tard, selon la même enquête, la proportion s'était inversée : plus de 60 % pensaient que la situation allait empirer.

Les élections municipales d'octobre 1990, ont été marquées par un fort taux d'abstention (seuls 29 % des électeurs se sont déplacés) ; le MDF n'a recueilli que 30 % des suffrages, dépassé par l'opposition du SzDSz qui en a obtenu 36,5 %.

Aujourd'hui, c'est la pression de la rue qui entrave les projets gouvernementaux. Les chauffeurs de taxis et les routiers ont fait grève pendant trois jours pour protester contre l'augmentation de 65 % du prix de l'essence, paralysant le pays tout entier, et montrant la grogne populaire face à la dégradation constante du niveau de vie. Le gouvernement a été obligé de négocier et de limiter la hausse du carburant à 33 % (l'équivalent de l'inflation) ; ces tractations ont été retransmises en direct par la télévision.

Cela montre à quel point la conjoncture hongroise est instable. ★

INPRECOR : En 1989, de nouvelles organisations sont nées sur les lieux de travail ; de 40 elles seraient passées à 140. La création de ces conseils ouvriers représente-t-elle une réaction face aux attaques qui ont déjà touché les travailleurs ou exprime-t-elle une crainte face à l'avenir ?

Tamas KRAUSZ : Personne ne sait combien de conseils ouvriers existent aujourd'hui en Hongrie. Quand ils sont apparus, il y a deux ans, ils avaient des caractéristiques d'organisations d'auto-défense de la classe ouvrière ; ils étaient organisés par en bas, par des travailleurs qui craignaient de perdre leur emploi ou même de voir disparaître leur entreprise. Ils ont compris très vite que la nouvelle conception économique dominante, cette sorte de thatchérisme, de néo-libéralisme inspiré par le Fonds monétaire international (FMI) allait porter des coups aux travailleurs. En tout cas, ils sentaient bien que la nouvelle politique envisageait de fermer un certain nombre d'usines, entraînant chômage et inflation, et que les pauvres se multiplieraient tandis que les nouveaux propriétaires et une minorité allaient s'enrichir.

Si les travailleurs comprenaient alors le danger qui les menaçait, ils ne voyaient pas bien d'où il venait ; ils assimilaient toute la gauche au stalinisme.

Ils espéraient, en outre, que le nouveau gouvernement allait les aider. Mais ils ont vite déchanté.

Dans la dernière période de l'ère Kadar, les Hongrois (qui en avaient les moyens, bien sûr) ont pu obtenir des passeports et ont eu la possibilité de visiter l'Europe de l'Ouest et les Etats-Unis. Beaucoup ont voyagé en Allemagne et en Autriche — la Hongrie entretient des liens historiques avec ce dernier pays.

◆ *Cela leur a permis de démystifier l'image de l'Occident et du capitalisme ?*

Là, ils ont vu que les vitrines étaient bien plus riches que les nôtres et que celles de Moscou. Mais, évidemment, ils n'ont pas pu constater que cette richesse n'était pas à la portée de tous les Allemands. Les illusions sur le prétendu "capitalisme développé" perdurent encore. Nombreux sont ceux qui croient toujours au credo du gouvernement nationaliste selon lequel le monde capitaliste est bien meilleur que l'autre, et que c'est ce qu'il faut choisir chez nous — c'est même la vision majoritaire parmi la population hongroise.

Seuls les secteurs les plus pauvres de

Conseils et sym

L'historien Tamas Krausz est d
Dans cet entretien avec John Barzman
Current, il brosse un tableau de la situa
formes de lutte et de résistanc

la classe ouvrière et ceux travaillant dans les postes les plus exposés ont commencé à organiser des conseils ouvriers traditionnels du type de ceux qu'on avait pu connaître en Hongrie au cours de la première révolution de 1918-1919, en 1945-1948 et enfin en 1956 (1).

◆ *Quand vous parlez de "conseils ouvriers", cela veut dire que chaque lieu de travail possède sa propre structure et que tous les travailleurs d'une entreprise peuvent en faire partie ?*

Oui. Tout ceux qui le désirent peuvent y participer. Ces conseils sont organisés à partir de la base. Les travailleurs voulaient défendre leur emploi et, par conséquent, les moyens de production que constituaient leurs entreprises.

Les conseils sont d'abord apparus dans les trusts qui voulaient vendre une partie de leurs moyens de production et de leurs biens. La bureaucratie d'Etat voulait brader, fermer ou démanteler les machines dans les usines qu'elle considérait non rentables. Mais les travailleurs, eux, voulaient défendre leurs outils de travail.

Ensuite, c'est la privatisation qui a encouragé cette organisation des salariés. Les entreprises qui étaient jugées rentables devaient être rachetées par de nouveaux propriétaires capitalistes, étrangers ou hongrois.

Les nouveaux bureaucrates — comme les anciens, d'ailleurs — veulent aussi devenir les nouveaux propriétaires ; ils veulent former une nouvelle élite, une nouvelle classe dirigeante et détruire les syndicats ouvriers traditionnels pour y parvenir. Mais ils n'aiment pas non plus les nouveaux conseils ouvriers, parce que nombre d'entre eux n'aspirent pas à rester de simples syndicats : ils veulent contrôler la façon dont se feront les privatisations, ou même devenir propriétaires.

◆ *Dans les cas de menaces de ferme-*

Ouvriers dicats

geant de l'Alternative de gauche.
le la revue nord-américaine *Against The*
on actuelle en Hongrie et des premières
ouvrière qui sont apparues.

*ture des usines les moins compétitives,
les conseils ouvriers se battaient
contre le lock-out ?*

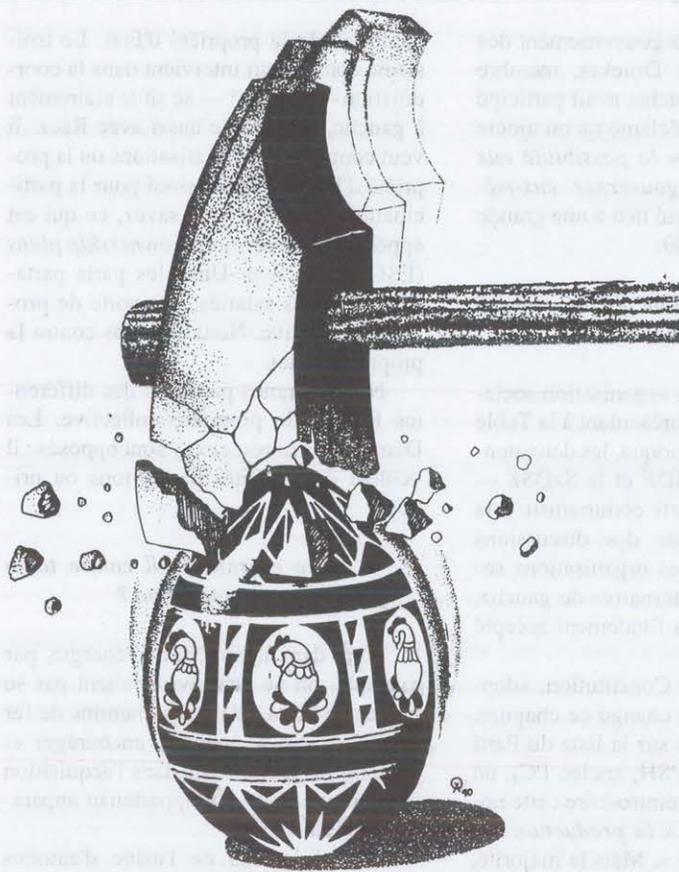
Oui ; les travailleurs voulaient continuer à travailler sans aucun contrôle de l'Etat. L'Etat les menaçait et leur disait : « Nos banques et nos ministres ne vont plus aider cette usine. » Les travailleurs dans certaines entreprises leur répondaient : « Nous n'avons pas besoin de vos crédits et de vos banques ; nous allons faire marcher l'usine nous-mêmes ; nous chercherons nous-mêmes de nouveaux marchés et de nouveaux contrats. » Les banques exigeaient alors leurs vieilles dettes, ce à quoi les travailleurs répondaient : « Aujourd'hui, il y a une crise complète. Le pays tout entier ne peut plus payer ! Alors pourquoi devrions-nous le faire ? Nous rembourserons une fois que nous aurons trouvé de nouveaux marchés et récupéré les anciens. »

◆ *Combien de travailleurs ont participé à de telles actions ?*

Il y a le cas d'une petite usine de machines agricoles, dans la partie la plus pauvre de la Hongrie, le canton de Sobolis Magye, qui a des liens avec un trust qui se trouve à Budapest et qui emploie environ 300 personnes. Les travailleurs voulaient se séparer de l'usine mère de Budapest car il fallait lui verser les profits et qu'ils ne pouvaient pas contrôler ce qu'ils devenaient.

Les travailleurs de cette usine ont dit au gouvernement : « D'accord, vous ne pouvez plus nous donner de travail. Nous allons nous débrouiller tous seuls et essayer de trouver de nouveaux marchés en Union soviétique. » Maintenant, le gouvernement hongrois ne veut plus avoir de rapports économiques avec l'URSS car ce pays ne peut plus payer.

En ce qui nous concerne, nous avons participé à cette discussion, en défendant



les intérêts des travailleurs ; l'Alternative de gauche fait partie du Conseil national des conseils ouvriers. (2)

La plus grosse usine d'autobus hongroise, Icarus, qui produisait un grand nombre de véhicules pour le marché soviétique, s'est vu bloquée car le gouvernement a mis fin à ce contrat. Les travailleurs ont alors protesté car ils voulaient continuer à travailler pour ce marché, mais les autorités le leur ont interdit.

En même temps, la firme allemande Mercedes s'est tournée vers les clients soviétiques essayant de remplacer Icarus. Les salariés se sont révoltés : « Les Soviétiques ne pourront pas plus payer Mercedes dans l'immédiat. Nous aussi sommes intéressés par ce marché et l'URSS aura les moyens de payer dans un ou deux ans. Ce n'est pas un problème pour nous car nous voulons travailler maintenant. »

Par ce type d'actions, les travailleurs revendiquent une certaine forme de décentralisation, mais aussi d'autogestion. Les conseils ouvriers peuvent contrôler la direction de leur entreprise assez facilement, alors qu'ils ont du mal à avoir une vision plus large et n'ont pas assez d'experts pour contrôler le centre, à Budapest.

◆ *Vous avez parlé d'un Conseil national des conseils ouvriers. Est-ce une coordination nationale ?*

Oui, elle s'appelle *Munkástanácsok*

Országos Szovetszege, Union des conseils ouvriers sur l'ensemble du pays ou Union nationale. Par ailleurs, entre quinze et vingt conseils ouvriers, appuyés par l'Alternative de gauche, ont organisé un Parlement des conseils ouvriers.

Pour la fondation de ces coordinations, seuls les présidents reconnus de conseils ouvriers réellement existants ont eu le droit de vote : c'étaient des gens qui représentaient de véritables structures.

◆ *Quelles conditions fallait-il remplir*

pour être considéré comme un "conseil ouvrier" ?

Il fallait d'abord une reconnaissance légale. Chaque conseil ouvrier avait déjà obtenu une autorisation de création en passant devant une espèce de juge.

Mais les conseils ouvriers font partie de la société civile.

Ce sont des organisations ouvrières légales, comme les associations de collectionneurs de timbres, par exemple.

Mais maintenant, le gouvernement et le Parlement voudraient les réglementer. Il faut savoir qu'au moment de la Table ronde nationale (3), à la fin de la période du parti unique, un amendement avait été ajouté à la nouvelle Constitution pour in-

1) Voir *Inprecor* n° 294 du 2 octobre 1989.

Après l'effondrement de l'empire habsbourgeois, en novembre 1918, et après l'intermède de gouvernement du comte Karoly, la vague révolutionnaire toucha aussi la Hongrie. Le 21 mars 1919, le pouvoir était remis au Parti socialiste et au Parti communiste. Cette République des conseils, dirigée par Bela Kun, fut écrasée par les Alliés.

En 1946, fut proclamée la République hongroise dirigée par une coalition d'unité nationale et, en 1949, fut constituée la République populaire hongroise (des purges contre les opposants et les communistes critiques eurent lieu).

En 1956, après une vague de grèves et de mobilisations, Imre Nagy devint chef du gouvernement hongrois. Lorsque l'URSS envoya ses troupes en Hongrie, Nagy proclama la neutralité de son pays et créa un nouveau parti communiste. L'insurrection fut écrasée par l'Armée rouge.

2) Voir *Inprecor* n° 299 du 11 décembre 1989.

3) En mars 1989, les partis d'opposition formaient la Table ronde de l'opposition (TRO) qui négociait avec le parti au pouvoir, le Parti socialiste ouvrier hongrois (PSOH). Des organisations sociales participaient à une Table ronde nationale (TRN) — avec l'opposition de la TRO — et le pouvoir. Voir *Inprecor* n° 308 du 4 mai 1990.

clure le "droit à l'auto-gouvernement des travailleurs". György Drucker, membre de l'Alternative de gauche, avait participé à ces discussions et réclama qu'on ajoute une phrase donnant « la possibilité aux producteurs de se gouverner eux-mêmes ». Cela avait donné lieu à une grande discussion à la fin 1989.

◆ *Drucker était-il un élu d'un conseil ouvrier ?*

Non, mais chaque organisation sociale pouvait avoir un représentant à la Table ronde : il y avait, à l'époque, les deux nouveaux partis — le MDF et le SzDSz — ainsi que l'ancien parti communiste ; la quatrième composante des discussions était constituée par les organisations sociales : syndicats, Alternative de gauche, etc. La Table ronde a finalement accepté cet amendement.

Mais la nouvelle Constitution, adoptée en juillet 1990, a changé ce chapitre. Un parlementaire élu sur la liste du Parti socialiste hongrois (PSH, ancien PC), un ouvrier, a essayé de réintroduire cette notion demandant que « la production ouvrière soit autogérée ». Mais la majorité, le MDF et le SzDSz a voté contre, alors que le PSH votait pour. Mais le dernier Premier ministre de l'ancien PC, Miklos Nemeth a voté contre ; il est maintenant devenu un anti-communiste fervent, il va même jusqu'à se présenter comme un vieux catholique convaincu !

Cette proposition a donc été battue. Mais les conseils ouvriers n'y ont pas attaché une grande importance et ont continué de progresser malgré les carences légales. Depuis un réalignement s'est produit dans l'Union nationale de Conseils ouvriers ; un de ses dirigeants, Laszlo Toma, ancien communiste et théoricien marxiste, a été acheté par le gouvernement. Il dirige maintenant une aile des conseils ouvriers qui se rapproche des nationalistes du MDF ; ce parti veut en faire une simple organisation syndicale ou une institution de cogestion. En juillet 1990, Laszlo Toma a réussi à faire retirer de la direction de l'Union nationale tous les sympathisants de notre groupe et tous les gens de gauche. En fait, ainsi il agit pour le compte du MDF.

Il existe un deuxième courant dans l'Union nationale qui est mené par Sándor Racz, le dirigeant légendaire des conseils ouvriers de Budapest de 1956, qui a passé une longue période en prison. Il est plus ou moins catholique et nationaliste, même s'il se définit comme "socialiste", mais il a gardé la conception de la fonction réelle des conseils ouvriers en 1956, qui voulaient prendre en main la propriété ; Racz est contre une privatisation non

contrôlée de la propriété d'Etat. Le troisième courant qui intervient dans la coordination — le nôtre — se situe clairement à gauche, et travaille aussi avec Racz. Il veut contrôler les privatisations ou la propriété d'Etat ; il se bat aussi pour la participation ouvrière, vous savez, ce qui est appelé *Employee-shared ownership plans* (ESOP) aux Etats-Unis, les parts partagées entre les salariés, une sorte de propriété collective. Nous sommes contre la propriété d'Etat.

Nous sommes partisans des différentes formes de propriété collective. Les Démocrates libres, eux, y sont opposés : ils veulent des sociétés par actions ou privées.

◆ *Votre courant est-il contre toute forme de propriété d'Etat ?*

Non, dans la sphère de l'énergie, par exemple, on ne peut évidemment pas se passer de l'Etat ; dans les chemins de fer non plus. Nous pouvons encourager et soutenir les travailleurs dans l'acquisition d'une partie de ce qui appartenait auparavant à l'Etat.

Des dirigeants de l'usine d'autobus Icarus, comme Ferencz Steer et Csaba Kemény, font partie du courant de gauche des conseils ouvriers.

Mais l'ensemble de la situation est très complexe, nouvelle, et il est difficile de prévoir comment les gens réagiront aux réformes.

◆ *Il existe aussi les syndicats qui étaient auparavant affiliés à l'ancien parti communiste et qui s'en sont séparés, et il y en a de nouveaux.*

Les nouveaux syndicats sont influencés par le SzDSz ou le MDF. Le MDF a une stratégie à deux volets : les nouveaux syndicats et les conseils ouvriers alors que le SzDSz espère gagner les nouveaux syndicats.

Le Parti Socialiste n'arrive pas à trouver sa place dans la nouvelle situation et il n'a pas beaucoup de militants dans les organisations ouvrières.

◆ *Et le Parti socialiste ouvrier hongrois (PSOII) ?*

Ils ne comprennent rien à ce qui se passe aujourd'hui ; il se comporte comme un petit cercle religieux, réfléchissant toujours dans les termes de l'ancien système.

En ce qui concerne le MDF et le SzDSz, ils n'avaient pas les moyens d'organiser de véritables nouveaux syndicats, avec de vrais travailleurs. Les salariés restaient dans les anciens syndicats du Conseil national des syndicats (SzOT), la

vieille fédération stalinienne. Le SzOT a changé son nom en Union nationale des syndicats (SzOSz) et a entrepris quelques changements structurels. La majorité des travailleurs reste soit dans les syndicats affiliés au SzOSz soit dans ceux qui l'ont quitté pour devenir autonomes.

Ils ont peur d'une direction d'intellectuels et veulent contrôler leurs propres dirigeants. Par exemple, le syndicat des travailleurs du commerce, et celui des cheminots, qui étaient de grosses fédérations du SzOT, ont décidé de créer leur propre syndicat pour contrôler leur direction, ils ne font pas confiance à un centre national.

Les nouveaux syndicats, constitués principalement d'intellectuels, ne peuvent devenir aussi importants que les anciennes fédérations. Le gouvernement veut détruire toutes ces anciennes structures, car les travailleurs qui les composent ont une certaine force aujourd'hui.

◆ *Quels avantages donnent ces syndicats à leurs affiliés ?*

Ils peuvent lutter contre le gouvernement, ils peuvent organiser des grèves, ou encore des campagnes de pétitions nationales contre les privatisations, ils peuvent avoir un journal indépendant, des locaux etc. Ils ont également des villages de vacances et procurent parfois des remboursements médicaux supplémentaires (mais c'est de plus en plus rare aujourd'hui : de nombreuses entreprises n'acquittent plus leurs parts sociales afin de payer leurs dettes aux banques et d'éviter d'être vendues).

Les conseils ouvriers et de nombreux nouveaux syndicats veulent partager ces avoirs et propriétés — qui appartenaient en général aux anciens syndicats importants ou à l'Etat, selon la loi.

La position du MDF sur cette question est défendue par deux dirigeants qui étaient des marxistes critiques de l'ancien régime, György Bencze et Janos Kis — ce dernier est maintenant secrétaire de cette organisation bien qu'il soit soupçonné d'être un social-démocrate caché — ; ils ont publié un livre célèbre en 1970, *Les sociétés de type soviétique* qui était écrit d'un point de vue marxiste. Maintenant ce sont des libéraux et György Bencze a même donné une interview au grand quotidien *Népszabadsag*, où il se prononçait pour que les anciens propriétaires des entreprises nationalisées reçoivent une somme symbolique du gouvernement en compensation de leurs pertes ; il dit qu'une expropriation sans compensation est injuste. Mais il ne dit pas que la privatisation massive est, elle aussi, très dangereuse. Pendant quarante ans, pendant plusieurs générations de travailleurs, des biens et de

l'énergie ont été mis dans les mains de l'Etat ; et maintenant tout cela va être exproprié sans compensations !

Sous le mot d'ordre de privatisation ils réalisent une véritable expropriation. Il faut en être conscient.

◆ *Y a-t-il eu des grèves ou des menaces de grèves ?*

A vrai dire, les travailleurs comprennent qu'ils sont perdants ; mais certains d'entre eux imaginent que les autres vont perdre beaucoup alors qu'eux pourront gagner un peu avec ces changements. L'ensemble de la classe ouvrière a été lésée ; les travailleurs ont obtenu de nombreux avantages politiques et des droits, mais ils ont perdu économiquement. Maintenant ils ont peur des grèves, car ils pensent que ceux qui y participent ne trouveront plus de travail ; or la première des préoccupations des gens est de préserver leur emploi.

Deux types de grèves ont eu lieu. D'abord, lorsque les travailleurs ont compris que le gouvernement ou une administration locale voulait fermer leur usine ; mais ces mouvements ont, en général, réagi trop tard.

◆ *Y a-t-il eu des occupations ?*

Non. A Icarus, par exemple, le président du conseil ouvrier a dit qu'ils avaient préparé un plan pour occuper toute l'usine. Mais, pour l'instant, ce ne sont que des menaces.

Ensuite, il y a eu des grèves contre des directions locales. Par exemple, sous l'influence du MDF, on a assisté à des protestations ouvrières contre les vieilles directions communistes. Les travailleurs expliquaient qu'elles avaient créé beaucoup de problèmes — ce qui est vrai — et qu'elles devaient partir. Le gouvernement, en fait, veut que les conseils ouvriers fassent ce genre de grèves qui ne visent ni la privatisation, ni le gouvernement, mais seulement des personnes, leurs propres directeurs. Les nouvelles autorités pourront remplacer les anciens directeurs stalinien ou communistes, par des administrateurs du MDF.

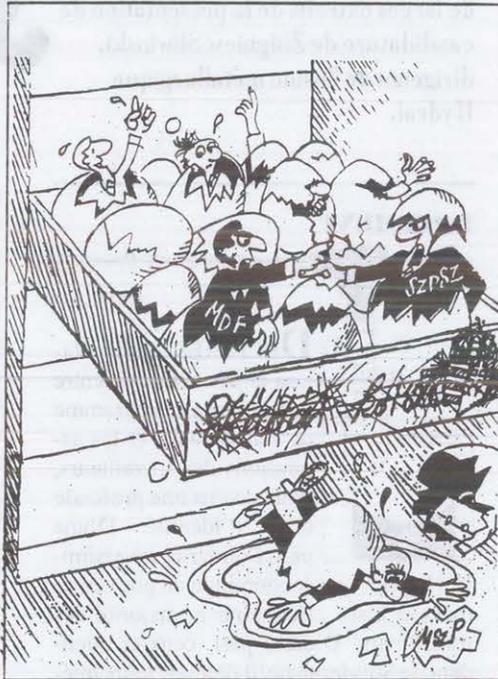
Une des plus grosses mines de charbon de Hongrie a connu une très grosse grève ; mais le gouvernement a pu la contrôler car les travailleurs, qui manifestaient contre leurs directeurs — issus de l'ancien régime — étaient sous l'influence du MDF.

En Occident, il existe une simplification grossière : toute grève ouvrière en Europe de l'Est aurait un gros potentiel révolutionnaire ; ce n'est pas vrai.

◆ *Oui, mais pourquoi les mineurs étaient-ils si mécontents de l'ancienne direction ?*

Ils voulaient plus d'argent et la direction leur répondait que la mine en perdait. Les travailleurs ont alors signalé : « Il y a un grand nombre de communistes parmi vous, vous avez fait beaucoup d'erreurs, et c'est pour cela que nous ne pouvons gagner plus d'argent. » C'est vrai en partie, mais les salariés en viennent à penser que le MDF agira mieux que les communistes et c'est une erreur.

Le gouvernement ne veut pas privatiser les mines. Il projette une forme particulière de privatisation que certains appellent la "latino-américanisation". L'ancienne entreprise d'Etat deviendrait une société par actions, mais en principe elle serait toujours aux mains de l'Etat.



Tiré du journal hongrois Nepszabadsag

◆ *Comment analysez-vous la situation du mouvement ouvrier hongrois aujourd'hui par rapport à celle de l'Union Soviétique et des autres pays de l'Est ?*

Je pense que le mouvement ouvrier des pays de l'Est n'en est qu'à ses débuts.

Les vieux régimes stalinien et bureaucratiques ne laissaient pas la solidarité ouvrière et la conscience se développer ; ils les détruisaient. A vrai dire, les travailleurs n'avaient pas non plus beaucoup de conscience avant la Seconde Guerre mondiale ; mais le nouveau système socialiste d'Etat ne pouvait pas laisser les travailleurs agir et, en même

temps, il a usé et discrédité tout ce qui concerne la démocratie ouvrière.

Maintenant, les travailleurs de l'Est doivent s'organiser, à partir de zéro. Je pense que le potentiel révolutionnaire le plus important a été accumulé en Union Soviétique, car les travailleurs de là-bas ne sont pas aussi nationalistes que ceux de Pologne, traditionnellement plus enclins à un autoritarisme de type conservateur, qui se traduit autour de Walesa ou de certains autres catholiques, les idées socialistes sont en très mauvaise posture aujourd'hui dans ce pays. La Tchécoslovaquie est le pays le plus développé et je pense que la tradition anticapitaliste y est plus forte qu'en Pologne.

En Hongrie, sous Kadar, un processus d'embourgeoisement avait commencé ; les travailleurs hongrois sont allés à l'Ouest, et l'influence de la civilisation technologique s'est faite sentir — les Hongrois ont davantage d'illusions à ce sujet, contrairement aux travailleurs des autres pays de l'ancien bloc dit socialiste.

◆ *Vous avez présenté le nationalisme du MDF comme une résistance déformée contre la vente de la richesse publique hongroise au capital étranger et un désir de réaliser les changements à une allure modérée.*

Oui, mais le capital national n'est pas meilleur que le capital étranger : le capital hongrois peut même être pire. La nouvelle bureaucratie nationaliste est médiévale (anti-sémitisme, etc.) alors que le capital moderniste occidental contient de nombreux phénomènes de la société civile comme l'ESOP.

◆ *Mais ces plans ne correspondent qu'à une minuscule minorité des Etats-Unis ; ce n'est pas la tendance générale.*

Dix millions de salariés travaillent dans des usines avec des participations ouvrières aux Etats-Unis. Parmi ceux-ci, 1 million sont employés dans des entreprises qui appartiennent à 100 % aux salariés et 9 millions dans des usines qui leur appartiennent en partie ; c'est une possibilité intéressante. ★

Propos recueillis par John Barzman
Budapest, le 24 août 1990



Les premiers signes ?

Solidarité traverse une profonde crise. Le congrès qui vient de se dérouler en Basse-Silésie, second bastion de Solidarité par sa taille, en témoigne.

Il s'agissait de remplacer Władysław Frasyniuk, dirigeant historique du syndicat dans la région, contraint de démissionner après avoir pris la tête du Mouvement civique-Action démocratique (ROAD), parti fondé en juillet 1990 par les partisans de Tadeusz Mazowiecki.

Trois tendances se sont affrontées pour le remplacement de Frasyniuk. Celle de Tomasz Wojcik, proche de la ligne de Lech Walesa, leader de la minorité de la direction régionale et candidat malheureux à la présidence du syndicat lors du congrès de février 1990 (il obtint alors, contre Frasyniuk, 20% des mandats). Celle de Bogdan Karauda, Vice-président sortant, qui jouissait du soutien de Frasyniuk. Enfin, une tendance apparue à la base, le Comité de coordination inter-entreprises (MKK), regroupant les commissions syndicales de dix-sept, parmi les plus importantes, entreprises de Wrocław, qui présentait Zbigniew Sliwinski, dirigeant de Solidarité de l'usine métallurgique Hydral, soutenue par Jozef Pinior, autre dirigeant historique de Solidarité dans la région. Au premier tour, Wojcik obtint 44% des mandats, Karauda 38% et Sliwinski 18%. Au second tour, Wojcik remporta le scrutin avec 57% des mandats contre Karauda. Plusieurs militants du MKK furent, par ailleurs, élus aux postes laissés vacants au sein de la direction régionale par les amis de Frasyniuk, démissionnaires.

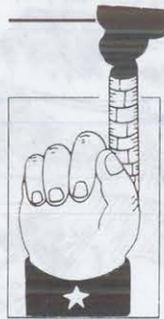
Ces résultats indiquent la perte d'influence du courant pro-gouvernemental dans une région qui fut, jusqu'ici, un fief du ROAD et qui vit la montée en puissance des partisans de Lech Walesa. Cependant l'apparition, au travers du MKK, d'un courant d'indépendance de classe constitue un fait nouveau au sein de Solidarité. Il est trop tôt pour juger s'il s'agit d'une spécificité régionale, ou bien du premier signe d'une recomposition syndicale d'ensemble. ★

Cyril SMUGA

Ni le marteau, ni l'enclume !

Les propositions formulées par le Comité de coordination inter-entreprises (MKK) au congrès de Solidarité (voir encadré ci-contre), méritent d'être connues, car elles représentent une alternative possible à l'orientation actuelle du syndicat. C'est à ce titre que nous reproduisons de larges extraits de la présentation de candidature de Zbigniew Sliwinski, dirigeant de l'usine métallurgique Hydral.

DOCUMENT



DÉCHIRÉS entre Walesa et Mazowiecki, entre le soutien au programme de Balcerowicz et les aspirations des travailleurs, nous vivons une profonde crise d'identité. D'une part, Solidarité est assimilé à la politique économique du gouvernement et à ses effets pour la majorité des travailleurs. D'autre part, ceux-ci attendent de Solidarité qu'il défende leurs intérêts. Cette situation produit une forme de schizophrénie au sein du syndicat et le désarroi de ses militants, déchirés entre leur loyauté envers notre gouvernement et celle envers les gens dans les entreprises.

Le choix est clair : ou bien Solidarité prend conscience de sa fonction syndicale, car les travailleurs (c'est-à-dire ceux qui doivent vendre leur travail pour un salaire, qu'il s'agisse d'ouvriers ou d'intellectuels, employés par l'usine ou par la faculté) en ont besoin, ou bien Solidarité devient une pièce de musée et les salariés se trouvent un nouveau outil, mieux adapté à la défense de leurs intérêts.

La Commission de coordination inter-entreprises (MKK), qui regroupe dix-sept entreprises de Wrocław, s'est constituée en août 1990 pour réfléchir à cela. C'est la conviction que Solidarité doit devenir une représentation efficace des travailleurs



pour faire face aux nouveaux mécanismes de marché, aux transformations dans la sphère de la propriété, au chômage, à la position privilégiée de l'ancienne nomenclatura, qui nous a rassemblés. Notre syndicat devrait, en particulier, se pencher sur le programme de Balcerowicz. Ce plan prévoyait une baisse de la production industrielle de l'ordre de 10 à 15% alors que la baisse réelle entre janvier et mai 1990 a été de 30%. Les prix à la consommation ont été, en avril, supérieurs de 150% par rapport à ceux de décembre 1989, alors que les salaires ont baissé d'environ 43%. Le chômage, à la fin septembre, touchait déjà 926 400 personnes.

Le dépotoir de l'Europe ?

Si notre syndicat ne parvient pas à imposer des négociations publiques avec le gouvernement sur notre programme économique, alors la discussion aura lieu dans la rue et la Pologne deviendra un réservoir de main d'œuvre bon marché et un dépotoir pour le reste de l'Europe.

Au sein de la direction régionale une telle discussion a fait défaut. L'orientation de cette instance allait à l'encontre des opinions dans les entreprises. Władysław Frasyniuk a choisi de prendre des responsabilités de premier plan au sein du ROAD, organisation qui s'identifie avec le gouvernement et avec le programme de Balcerowicz. Il ne s'agit pas, pour nous, d'un conflit personnel avec Władysław Frasyniuk ; il ne s'agit pas non plus du seul ROAD. Nous serions dans la même

situation si le président du syndicat régional devenait le leader de l'Entente du Centre. Je voudrais seulement que le problème de l'identité de Solidarité, de sa place dans le nouveau paysage économique et socio-politique, soit réglé sur la base du respect des principes de la démocratie interne du syndicat, par une discussion autour du programme, un congrès régional et l'élection de dirigeants.

Notre région peut devenir le noyau autour duquel va se constituer une nouvelle identité de Solidarité. La tradition des années 1980-1981 et le fait que, lors de l'état de guerre, nous étions une des zones les plus fortes et les mieux organisés, que durant toute cette période la continuité des structures d'entreprise de Solidarité a été préservée au sein de notre région, tout cela nous aide aujourd'hui à chercher de nouvelles solutions.

La direction régionale doit centraliser toutes les initiatives qui ont lieu dans les entreprises. Nous devons renouer avec la pratique du début des années 80, celle de réunions hebdomadaires de la direction régionale avec les représentants des plus grandes entreprises de la région et de rencontres régulières des dirigeants régionaux avec les commissions syndicales et les travailleurs au sein des entreprises.

Qui décide aujourd'hui ?

Le syndicat doit disposer d'un véritable système d'information interne. C'est un scandale qu'il n'y ait pas, dans notre région, de bulletin syndical sérieux, qu'un système efficace de circulation de l'information entre toutes les entreprises de la région n'existe pas.

Avec toute l'estime que j'ai pour les personnels employés par l'exécutif du syndicat, je pense qu'ils ne peuvent remplacer sa direction. Le transfert du centre de décisions des structures élues vers les structures d'exécution est un signe de la bureaucratisation et témoigne de la grave crise de Solidarité.

L'organisation du travail au sein de la région et de sa direction ne constitue pas pour autant un but en soi. Elle devrait servir au mieux la défense des intérêts des travailleurs. Dans ce but, au sein de la direction régionale, des commissions doivent travailler, sur la situation économique, sociale et politique des travailleurs au sein des entreprises, publiques et privées. La direction régionale doit être capable d'aider chaque entreprise, en se placant dans l'optique des sala-

riés, face aux changements économiques en cours (privatisation, faillite des entreprises, chômage). Nous devons immédiatement entreprendre le calcul du coût de la vie afin de disposer de nos propres données sur la paupérisation de la société. Nous devons chercher à établir des contacts avec les syndicats des entreprises étrangères qui s'installent en Pologne, afin de connaître les différences des coûts de la main d'œuvre, le comportement de leur direction envers les travailleurs et les syndicats dans d'autres pays et particulièrement dans le tiers monde, de pouvoir juger s'il ne s'agit pas de transférer chez nous une production polluante inadmissible ailleurs.

Les travailleurs doivent être des acteurs

Pour que les travailleurs soient des acteurs face aux transformations marchandes, ils doivent avoir accès aux informations. Les agences de la direction régionale en charge de ces problèmes doivent employer les meilleurs spécialistes et disposer de moyens informatiques modernes, comme des banques de données informatisées sur les changements de la structure de l'économie régionale, de sa propriété, permettant de recenser les offres d'emploi, le chômage, les maladies professionnelles, la situation des jeunes et des personnes âgées, celle de l'écologie etc. Pour la mise en place d'un tel projet,

nous pouvons compter sur l'aide des syndicats occidentaux qui nous soutiennent.

Cette activité ne sera pas possible sans l'aide de savants ou plus généralement d'intellectuels. Je ne crois pas qu'au sein de Solidarité une division entre ouvriers et intellectuels soit possible. Nous étions ensemble dans les grèves et dans les prisons, dans la lutte pour un monde plus libre et plus juste ; il est inacceptable que nos chemins se séparent aujourd'hui !

La direction régionale obtiendra certainement l'aide des milieux scientifiques et des intellectuels pour organiser un centre de recherches socio-professionnelles pour notre syndicat.

Les branches sont, avec les entreprises, le terrain principal de l'activité syndicale. Il faut donc tout faire pour qu'au sein de Solidarité les diverses représentations de branches puissent s'organiser et présenter la tactique choisie à l'ensemble du syndicat. Mais abandonner notre structuration actuelle au profit d'une organisation verticale en branches serait contraire à notre tradition de dix années de lutte et remettrait en cause ce qui a été la caractéristique principale de Solidarité : la défense des branches faibles par les plus fortes. N'oublions donc pas que le maintien de notre unité décidera de la force du syndicat et du rôle qu'il sera capable de jouer dans l'avenir.

Dynamiser le travail

La Commission femmes de Solidarité doit jouer un rôle important dans l'activité de la direction régionale. Les femmes sont, avec la jeunesse et les personnes âgées, le groupe social le plus menacé aujourd'hui. Les commissions femmes peuvent dynamiser le travail de notre syndicat et lui ouvrir de nouveaux horizons.

Nous devons nous adresser à la nouvelle génération d'ouvriers, d'apprentis et d'étudiants et trouver un langage commun avec la jeunesse qui est absente de nos rangs, bien qu'elle fut la plus active dans la lutte pour la légalisation de Solidarité pendant ces dernières années. Nous devons, à chaque fois que c'est possible, apporter notre aide aux initiatives des jeunes comme, par exemple, lorsqu'il



SOLIDARNOŚĆ

s'agit d'obtenir une maison de la culture pour les mouvements alternatifs de la jeunesse ou encore un lieu de réunion pour l'association des objecteurs de conscience.

Nous devons nous inspirer de l'éthique de Solidarité et des valeurs traditionnelles de notre mouvement pour faire front au chauvinisme, à l'antisémitisme et au racisme ; nous n'avons pas le droit de fermer les yeux devant ces phénomènes. Sur ce terrain, nous devons chercher l'unité d'action avec tous ceux qui, comme nous, défendent la tolérance, y compris avec les organisations strictement politiques.

Développer la solidarité !

Il est indispensable de développer la coopération avec les organisations syndicales étrangères, y compris les contacts directs entre les entreprises. Nous devons apporter notre soutien au mouvement syndical indépendant qui se forme en Europe centrale et orientale et, en particulier, établir des liens privilégiés avec les syndicats de régions d'Allemagne et de Tchécoslovaquie limitrophes de la nôtre, afin d'entreprendre dans l'avenir des projets économiques et écologiques communs. Nous devons manifester notre fraternité syndicale vis-à-vis de ceux qui, dans le monde entier, luttent pour les droits syndicaux et politiques. C'est cette fraternité que le monde a fait preuve envers notre lutte, après le 13 décembre 1981.

Il ne s'agit là que d'un programme minimum, d'une présentation des problèmes qui se posent à Solidarité. J'espère que notre syndicat trouvera en son sein assez de forces pour se situer dans le nouveau paysage économique et socio-politique de notre pays, qu'il parviendra à se forger une identité qui lui permette de représenter dignement l'intérêt des salariés. C'est avec cet espoir que je prend part au congrès de Solidarité de Basse-Silésie. ★

Wrocław,
Octobre 1990

« Demain, il sera trop tard »

Nous publions ci-dessous une lettre ouverte du Groupe d'initiative de Moscou du Mouvement des forces de gauche en faveur d'un "auto-gouvernement national". Ses signataires représentent des forces très petites ; ainsi le Parti socialiste, nouvellement créé, réunit entre 300 et 500 personnes. Cependant, cet appel, publié à Moscou en septembre 1990, représente une première tentative pour regrouper des forces opposées au cours actuel dominant, défendu tant par Gorbatchev que par son rival Eltsine, visant à instaurer des réformes de marché.

DOCUMENT



LES SIGNATAIRES de ce document ont des opinions politiques différentes, appartiennent à diverses organisations et se réclament de courants intellectuels variés. La situation qui se développe en Union soviétique nous a incités à élaborer une prise de position commune et à clarifier notre place dans les luttes sociales qui sont de plus en plus fortes.

En manipulant délibérément l'opinion publique, le secteur de l'appareil du Parti et l'intelligentsia libérale favorables à la perestroïka préparent une nouvelle expérimentation sociale, pour maintenir le pouvoir et la propriété entre les mains des bureaucrates de l'Etat-Parti, et de ceux qui profitent du marché noir. Les seigneurs de la période de stagnation veulent maintenant changer leurs méthodes de direction.

Les intérêts de ces couches sont au cœur des différents programmes de réformes actuels [celui que propose Ryjkov, Premier ministre, et celui de l'économiste Chataline, nldr — voir *Inprecor* n° 315 et 316 des 28 septembre et 12 octobre 1990]. Malgré les contradictions qui semblent exister entre les différents projets, ils reflètent tous essentiellement les positions de deux regroupements qui coexistent dans la même strate sociale. Les deux plans envisagent une privatisation plus ou moins radicale (le transfert de la propriété aux mains du privé), ce qui représente en réalité l'appropriation de la propriété par la *nomenklatura* du Parti, par les *mafiosi* du marché noir et par le

capital étranger, car ce sont ces groupes qui disposent des moyens monétaires les plus importants et du pouvoir. Les masses populaires, elles, subiront les coûts de chaque étape de cette transformation.

Non au "capitalisme bureaucratique"

Le résultat final de ces réformes sera l'établissement d'un système de "capitalisme bureaucratique" qui provoquera :

- L'appauvrissement de la majorité de la population à terme, à cause de la hausse des prix, d'une intensification des cadences de travail et d'une augmentation vertigineuse du chômage.

- Une économie inefficace. L'aliénation des travailleurs par rapport aux moyens de production sera non seulement maintenue mais renforcée ; le passage au secteur privé d'industries qui ont déjà des caractéristiques de monopole permettra aux nouveaux propriétaires de réaliser des sur-profits importants, davantage par une spéculation sur les produits que par l'amélioration de leur qualité. Inévitablement, cette réforme provoquera des grèves défensives des travailleurs, qui aggraveront encore plus la situation de l'économie.

- Une perte de souveraineté nationale. La vente libre d'actions, alors que notre bourgeoisie nationale est faible, revient à remettre une proportion déterminante du capital entre les mains des compagnies étrangères et des secteurs de la bureaucratie nationale qui leur sont liés. Comme dans les pays du tiers monde, cela entraînera le transfert dans notre pays de productions dangereuses, d'entreprises polluantes qui gaspillent les matières premières et d'usines obsolètes.

- La fin de la démocratie. Ces programmes économiques impliquent l'in-



roduction d'une série de mesures qui ne sont pas populaires, il faudra renforcer le régime autoritaire et accentuer les restrictions des droits démocratiques des travailleurs. Déjà aujourd'hui, des demandes pressantes apparaissent pour l'introduction d'un régime de dictature présidentielle qui diminue les pouvoirs des soviets de base et le pouvoir de décision des collectifs de travailleurs, pour la promulgation de lois contre les grèves et pour les arrêter, et pour le renforcement du contrôle gouvernemental sur les médias.

Tout ceci peut conduire à l'établissement d'une dictature militaire totale, qui bénéficierait de l'appui de l'Occident "démocratique", comme l'Espagne de Franco, le Chili de Pinochet ou la Corée du Sud de Chun Doo-hwan.

On assiste à une nouvelle répartition des valeurs dans le camp libéral démocratique. Les défenseurs acharnés des privilèges du Parti d'hier se disent aujourd'hui prêts à abandonner le pouvoir de la *nomenklatura*, si on y met le prix. Au même moment, les "partisans des valeurs démocratiques", qui arrivent au pouvoir aujourd'hui, s'appêtent non seulement à conserver la législation actuelle contre les grèves — tout comme les lois contre le droit de réunion et de manifestation — mais ils demandent que ces mesures soient renforcées. Les mots d'ordre sur la justice, l'humanisme et la charité avancés par le mouvement démocratique du début de la période de la perestroïka se sont transformés en appels à une discipline économique sévère, au marché généralisé et à la main de fer.

Dans ces conditions, nous pensons qu'il est de notre devoir d'exprimer notre désaccord de principe avec les positions d'une partie des organisations "démocratiques" qui impose au pays un accord entre la bureaucratie et les tenants acritique du modèle social occidental.

Il faut dépasser la fausse alternative entre le totalitarisme et le monopole capitaliste. Il est nécessaire de prendre une troisième voie, basée sur la créativité des citoyens de base et leur unité sociale. Voilà pourquoi nous sommes partisans d'une autogestion sociale, territoriale et de la production, mais cela ne peut être imposé d'en haut. Il faut une série d'avancées pratiques et immédiates pour y parvenir.

1) Le droit des collectifs de travailleurs à déterminer et à changer de manière indépendante les formes de propriété, de gestion et d'autogestion dans leurs entreprises.

2) Le droit des soviets locaux à organiser la terre et les ressources naturelles, sous le contrôle des organisations sociales et dans des conditions de transparence totale.

3) Le droit des républiques autonomes, et des autres unités territoriales, à déterminer de manière indépendante leur statut et le pouvoir qu'elles sont prêtes à déléguer volontairement aux entités plus grandes.

4) L'abandon de l'institution du pouvoir présidentiel.

5) Une opposition démocratique à la création de gouvernements nationaux autoritaires. L'établissement de relations diplomatiques et économiques normales avec les républiques qui quitteraient l'Union à condition que les droits sociaux et politiques des minorités soient assurés.

6) L'instauration pleine et entière des droits civils de la Déclaration des droits de l'homme — dont l'abolition de la peine de mort, l'abrogation de la loi contre les grèves, et de celles restreignant les réunions et les manifestations, la suppression de toutes les formes de travail forcé et du passeport intérieur, la disparition de la police politique.

7) Le droit de veto et de référendum, pour les soviets locaux, sur l'établissement d'entreprises sur leur territoire. L'interdiction de construire de nouvelles usines qui ne correspondraient pas aux normes écologiques internationales en vigueur.

8) Un financement prioritaire pour les technologies qui n'entraînent pas un gaspillage de matières premières, et les sources d'énergie adaptées. Le gel de la construction des centrales nucléaires et la disparition progressive de l'énergie nucléaire et des autres industries qui détériorent irréversiblement la nature.

9) Un inventaire des avoirs du PCUS et des autres organisations qui participent au système de commande administrative, et le transfert des propriétés illégalement acquises aux gens qui ont été victimes de la tyrannie de l'appareil de l'Etat et du Parti et aux groupes socialement désavantagés.

Nous sommes pour intégrer les aspects développés de la culture économique occidentale, mais nous sommes contre la copie de toutes les caractéristiques de la société de l'Ouest. Si nous copions aujourd'hui ce qui est apparu à l'Ouest hier, demain nous nous retrouverons une fois de plus en retard d'une civilisation. Nous devons prévenir le retour d'un capitalisme russe des monopoles à moitié féodal, autoritaire et sauvage. Nous pensons que tous les gens qui ont une réflexion proche de la nôtre doivent se rassembler le plus tôt possible. Demain, il sera trop tard. ★



Moscou, septembre 1990

Personnalités signataires

N. M. Abovin-Yegides, dissident des années 60, membre du comité central du Parti socialiste.

V. V. Bezuglov, professeur de chimie, membre du comité organisateur de la Plate-forme démocratique du PCUS.

V. V. Damye, professeur d'histoire, co-président de l'organisation de Moscou du Parti vert.

A. K. Isaev, membre de l'équipe de gestion du Centre d'information et de consultation sur les problèmes du mouvement ouvrier.

V. V. Pchenikov, membre du Conseil de coordination de la Plate-forme marxiste du PCUS.

G. Ya. Rakitskaya, enseignante, membre du comité central du Parti social-démocrate russe.

V. S. Savelev, ouvrier, membre du comité central de la Plate-forme marxiste du PCUS.

O. V. Sokolov, professeur d'histoire, membre du bureau politique de la Plate-forme démocratique du PCUS.

A. M. Khaykin, gestionnaire, membre du conseil du Parti socialiste.

A. V. Choubine, historien, co-président de l'organisation du Parti vert à Moscou.

Des années de vaches maigres

Le vote du VIII Plan, qui devait être adopté au mois d'octobre 1990, vient d'être repoussé à décembre ou même à l'année 1991. Car, outre l'urgence de résoudre des problèmes économiques qui ne cessent de s'aggraver, c'est la succession de Deng Xiaoping qui se joue dans l'affrontement entre "réformateurs" et "conservateurs". Les premiers défendent le bilan de ces dix dernières années et veulent continuer d'avancer vers le marché, tout en se réclamant de Deng ; les seconds jugent que les réformes ont été trop rapides et qu'il faut arrêter l'ouverture économique de la Chine à l'Occident (qui a décidé de mettre fin officiellement à la quarantaine dans laquelle il avait placé ce pays, après la répression du Printemps de Pékin — voir *Inprecor* n° 290 du 12 juin 1990).

Zhang KAI



LES DIRIGEANTS de l'Etat et du Parti communiste chinois (PCC) ont récemment annoncé à Pékin que la Chine était entrée dans « la période la plus difficile de son développement économique » ; mais leurs avis divergent sur la fin de cette phase.

Le 25 juin 1990, Wang Bingqian, ministre des Finances, déclarait devant le Comité permanent du Congrès national du peuple que l'« économie nationale chinoise avait franchi le cap le plus difficile ». Le 11 juillet 1990, le Premier ministre Li Peng annonçait lors d'une réunion du Conseil d'Etat : « Nous pouvons dire que cette étape si difficile est terminée ou en train de s'achever » (1).

Le 3 septembre 1990, Zhou Jiahua, membre du Conseil d'Etat et directeur de la Commission de planification a déclaré : « Notre économie est en train de sortir de la période la plus difficile » (2).

Cependant, aucun de ces dirigeants n'a précisé s'il s'agissait de la dernière décennie ou des années écoulées depuis 1949. En fait, dans les médias, durant ces deux dernières années, le discours officiel a toujours mis l'accent sur l'efficacité de la rectification et de la politique d'austérité et sur la "stabilité" de l'économie (3). Ce n'est que depuis juin 1990 que l'existence de problèmes économiques est admise.

Or, dès novembre 1989, plusieurs effets négatifs de l'application de la politi-

que de rectification et d'austérité s'étaient déjà clairement manifestés. En novembre 1989, le comité central du PCC, ne s'était absolument pas préoccupé de ces nouveaux phénomènes mais, au contraire, avait mis l'accent sur l'amplification de la rectification et des mesures d'austérité. Il y avait été demandé au peuple de supporter « encore plusieurs années de vaches maigres ».

La situation s'est encore plus détériorée à la fin de l'année 1989 et, en janvier 1990, la bureaucratie a été obligée de libérer 30 milliards de yuans de crédits ; à la fin du mois de mai 1990, la balance du crédit de toutes les banques atteignait 1 279 milliards de yuans, soit 28,3 milliards de yuans de plus qu'en 1989. En juillet 1990, la balance du crédit des banques était de 1 315 milliards de yuans, soit 74,2 milliards de plus qu'en 1989 à la même époque. Apparemment, la politique de réduction du crédit a donc échoué.

Avec le nouveau cours, la production industrielle a commencé à augmenter en mars 1990, alors que la croissance était négative depuis septembre 1989. Mais le taux de croissance reste encore fluctuant : de 2,2 % en moyenne de janvier à juin 1990 — avec 5,8 % pour le seul mois de juin — il est tombé à 2,9 % en juillet, avant de remonter à 4,9 % en août.

Ce tournant en matière de production industrielle ne justifie pourtant pas les affirmations de ceux qui prétendent que « la période la plus difficile est finie ». D'autres facteurs et des éléments inhérents aux difficultés économiques ne se sont pas améliorés.

La demande n'a pas redémarré en réponse à l'afflux de capitaux. « La surproduction s'est aggravée et touche des sec-

teurs très importants, dont l'industrie légère, l'électronique, le textile, les matériaux de construction et même les matières premières et le pétrole qui, dans le passé, étaient très demandés » (4).

La situation s'est aggravée au point que « plus la production est importante, plus les stocks sont grands ». Référence économique, du 23 juillet 1990, a souligné qu'il était saisissant de voir un parallèle entre l'augmentation de la production de matières premières (comme l'acier, le bois, le charbon et le ciment) et la difficulté à les vendre. De janvier à mai 1990, 90 % de l'acier supplémentaire produit n'a pas été écoulé, ainsi qu'un tiers du charbon produit en plus. En juin 1990, le montant global du commerce de détail de biens de consommation est resté au même niveau qu'en mai ; et la vente de 25 des 28 principaux produits de consommation (denrées alimentaires, produits courants) a diminué par rapport à la même période en 1989. La plupart des gens préfèrent épargner plutôt que consommer.

Après la pénurie, la surproduction

Le pouvoir d'achat des 800 millions de paysans a aussi globalement diminué. Pour les cinq premiers mois de 1990, le commerce de détail à la campagne a chuté de 6,6 % par rapport à 1989. Cette faiblesse du marché rural est, en partie, due à la baisse du revenu réel de ce secteur : on a assisté à une chute des prix des produits dérivés de l'agriculture, et l'écart s'est creusé entre les prix des biens industriels et agricoles. En 1989, le revenu monétaire de chaque paysan a diminué de 3,3 % par rapport à 1988 ; et on estime que, durant le premier semestre 1990, il a chuté de 2 % par rapport à la même période en 1989. En outre, il est difficile que les biens industriels arrivent dans les campagnes : les coopératives d'approvisionnement et de commerce ont acheté 8,5 % de biens industriels en moins durant les cinq premiers mois de 1990, par rapport à 1989, à cause du manque de capitaux et des problèmes de fonctionnement (5).

Même les engrais chimiques, extrêmement demandés et insuffisants dans le passé, restent stockés. En juin 1990, les engrais chimiques non écoulés par les entreprises étaient 3,7 fois plus nombreux qu'en 1989. Un certain nombre de petites entreprises qui en produisent ont été obli-

1) *Le Quotidien du Peuple*, 12 juillet 1990. Sur la situation économique et sociale, voir *Inprecor* n° 312 du 29 juin 1990.

2) *Wen Hui Bao*, 4 septembre 1990.

3) Voir *Inprecor* n° 309 et 312 des 17 mai et 29 juin 1990.

4) Agence Chine Nouvelle, 31 août 1990.

5) Agence Chine Nouvelle, 30 juillet 1990.

gées de réduire, voire même d'arrêter, leur production. Il faut savoir que, dans certaines régions, les céréales n'ont pas été écoulées non plus ; leur prix a chuté et les paysans ont réduit l'utilisation d'engrais chimiques car l'augmentation de la production n'entraînait pas celle de leurs revenus (6).

Les mauvais payeurs

Le refus de nombreuses entreprises d'acquitter le paiement de certains produits à d'autres a créé une situation grave, entraînant des pertes de l'ordre de 200 milliards de yuans, ce qui équivaut à plus de 70 % du revenu total de la Chine en 1989. C'est l'une des conséquences des difficultés financières de ces entreprises, mais cela a également un rapport avec leur fonctionnement "départementalisé", car ce genre de comportement est protégé par les gouvernements locaux. A cause de la généralisation des factures impayées, le capital circule mal et de nombreuses entreprises manquent de fonds de roulement pour acheter des matières premières. Le directeur de la Banque du peuple, Li Guixian, a déclaré que « certaines entreprises justifient le non paiement en disant que cela leur permettra d'atteindre une efficacité maximale » (7).

Il y a déjà plus de 10 millions de chômeurs. Yuan Chongwu, le ministre du Travail, a expliqué que, depuis 1989, « la contradiction entre l'offre et la demande de force de travail est très aiguë et, cette année, plus de 11 millions de personnes cherchent un emploi » (8).

Selon certains analystes de Pékin, la demande sur le marché du travail s'est réduite depuis 1989 — lorsque le réajustement de l'économie a été instauré — et que la génération de *baby boom* des années 70 est aujourd'hui confrontée au chômage. La main-d'œuvre excédentaire dans les villes atteint aujourd'hui son niveau le plus élevé depuis 10 ans.

Le montant et l'ampleur des déficits des entreprises d'Etat augmentent chaque année, et ont atteint un degré inquiétant en août 1990. Selon des chiffres officiels, environ 15 % des entreprises d'Etat sont déficitaires ; en 1987, le montant du déficit atteignait 4,6 % de plus qu'en 1986 ; en 1988, il a augmenté de 26,6 %. Le communiqué officiel concernant les statistiques de 1989 a réussi, avec une maestria extraordinaire, à ne pas évoquer cette situation. En avril 1990, Zhou Jiahua a simplement rapporté au Congrès national du peuple que « l'on assiste à une augmentation substantielle du déficit des entreprises. »

Selon le bulletin de l'agence *Chine Nouvelle* du 30 août 1990, durant le pre-

mier semestre 1990, 33 % des entreprises chinoises étaient déficitaires. Et d'après le *Wen Hui Bao* du 28 août 1990, « actuellement, 40 % des grandes et moyennes entreprises du pays sont déficitaires ». Le 3 septembre 1990, le rapport de Zhou Jiahua au Comité permanent du Congrès national du peuple soulignait que le montant total du déficit des entreprises d'Etat, entre janvier et juillet 1990, s'élevait à 15,09 milliards de yuans, soit 99,2 % de plus qu'en 1989.

Les subventions de l'Etat aux entreprises en déficit augmentent chaque année, passant de 37,5 milliards de yuans en 1987 à 44,5 milliards en 1989. Si on ajoute les subventions aux prix, c'est 34,8 % du revenu total de 1989 qui est concerné. Cela s'aggravera cette année, au vu de l'augmentation du déficit des entreprises.

Pour les sept premiers mois de 1990, les impôts non payés par les entreprises atteignent déjà la somme de 10,8 milliards de yuans. Jin Jin, le directeur du bureau des Taxes d'Etat a déclaré, le 5 septembre 1990, qu'on avait assisté à un accroissement brutal du non paiement des impôts (dont les taxes douanières, industrielles et commerciales), qui se monterait déjà à plus de 20 milliards de yuans.

Les problèmes et les difficultés évoqués ci-dessus n'ont pratiquement pas eu de précédent au cours des 40 dernières années ; ils n'ont rien à voir avec les causes de la famine du début des années 60.

Quand, en septembre 1990, Zhou Jiahua a fait son rapport officiel sur l'état de l'économie nationale et du développement social en 1990, il a commencé par l'énumération routinière des réalisations du gouvernement, disant que « la rectification et l'approfondissement des réformes ont eu des effets remarquables et l'allure générale de l'économie est très satisfaisante » selon le *Quotidien du Peuple* du 4 septembre 1990. Cependant, le compte-rendu de la même réunion par le *Wen Hui Bao* révèle que Zhou Jiahua a également dit : « La période la plus difficile pour notre économie est derrière nous ; cependant, il y a encore des aspects relativement critiques. »

Ce journal a rapporté ensuite que Zhou Jiahua avait aussi déclaré : « Il faut

garder en mémoire que les problèmes accumulés durant des années et les contradictions qui apparaissent sont étroitement liés ; or des difficultés dans de nombreux domaines se manifesteront de manière relativement convergente durant cette année. » Ces phrases ont disparu dans la version du *Quotidien du Peuple*.

Les solutions de la bureaucratie

Selon *Chine Nouvelle* du 14 août 1990, les autorités adopteraient les trois mesures suivantes durant le deuxième trimestre 1990 pour "stimuler le marché" :

- Relâcher de manière "appropriée" le contrôle sur le pouvoir d'achat des institutions, et permettre l'acquisition de matériel de bureau moderne avec des fonds publics ; certains secteurs qui sont en relation avec les étrangers doivent être prioritaires pour l'achat de produits de qualité, comme des téléviseurs couleur.

- Demander instamment aux entreprises et aux unités de production de mettre de côté les vieilles voitures et d'en acheter de nouvelles afin de réduire les surplus dans les usines automobiles.

- Augmenter "de manière appropriée" les investissements de capital fixe. Il y a deux ans, de tels investissements avaient été sévèrement réduits, et la construction de villas ou de maisons pour les invités avait été ralentie ou arrêtée afin de faire face à la pénurie de matériaux de construction ; maintenant que ceux-ci sont en surnombre, les restrictions sont levées.

La mise en place de ces trois mesures impliquera l'accroissement des avantages matériels des bureaucrates et non leur mise au pas. Ils pourront ainsi continuer à jouir de tous leurs privilèges "légaux" alors que pour les citoyens ordinaires, la vie continuera à être très dure. ★

Hong Kong,
12 septembre 1990

6) Agence *Chine Nouvelle*, 24 août 1990.

7) *Le Quotidien du Peuple*, 12 juillet 1990.

8) Agence *Chine Nouvelle*, 25 août 1990.



Le bon plaisir du roi Hussein

BIEN que la partie arabe du Jourdain (Transjordanie) n'ait jamais représenté pour l'impérialisme une source de richesses naturelles, le colonialisme britannique y finança et encadra, entre 1921 et 1957, la mise en place d'un gouvernement central (2). Londres fut remplacé, de 1958 à 1967, par l'impérialisme nord-américain, relayé à son tour, au lendemain de la défaite de juin 1967, par la manne des Etats pétroliers du Golfe. Entre 1971 et 1974, l'isolement régional de la monarchie jordanienne à la suite de l'écrasement du mouvement palestinien sur son territoire en 1970-1971 entraîna une augmentation de l'aide des Etats-Unis. Cette "capacité" du régime à changer de bailleurs de fonds au gré des circonstances ne peut cacher son intégration fondamentale aux politiques impérialistes, quelle que soit la marge de manœuvre dont il dispose. Cette dépendance influe sur la formation sociale jordanienne : l'assistance extérieure et les subventions financent le déficit chronique du budget et de la balance commerciale et permettent une hypertrophie de la bureaucratie d'Etat par rapport aux secteurs productifs.

Prestataire de services

Ainsi, un tiers des emplois provient des appareils militaires et administratifs de l'Etat. L'industrie n'en fournit que 8 % ; la majorité des travailleurs et des techniciens émigrent en Arabie saoudite et dans le Golfe et le chômage touchait 15 % de la population active en 1979.

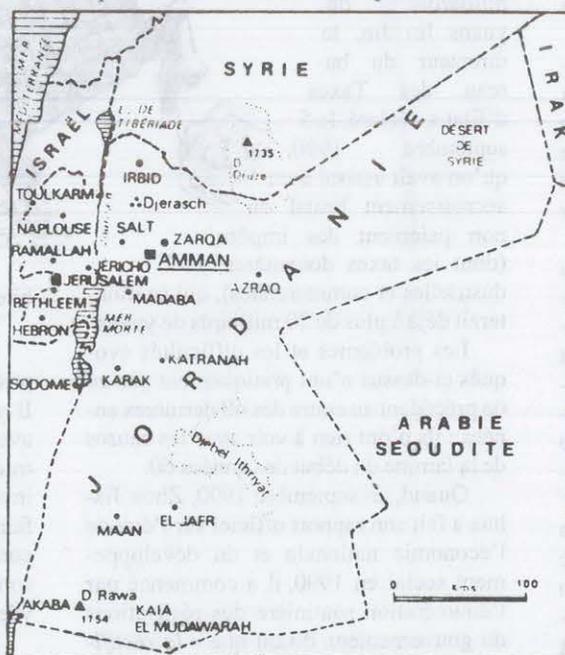
L'aide financière de l'impérialisme et la réaction arabe : la Jordanie a joué un rôle important de "producteur" et d'"exportateur" de services politico-militaires pour le compte de ses bailleurs de fonds.

La spécificité du mode d'intégration de la Jordanie aux politiques impérialistes repose sur la nécessité de produire de tels services pour s'assurer du financement extérieur des appareils d'Etat dont la taille augmente aux dépens des investisse-

Lorsque l'Irak a envahi le Koweït, le régime jordanien, en proie à une crise politique et économique aiguë, accentuée par l'Intifada, s'employait à réorganiser la vie politique dans le royaume. Par le biais d'un pacte national, il cherchait à s'assurer la collaboration de l'opposition, pour faire payer la crise aux masses. Les événements du Golfe ont offert au roi Hussein de Jordanie l'occasion de redorer son blason, mettant à profit ses rapports privilégiés avec Saddam Hussein. Il s'est constitué en "médiateur" entre l'Irak et les puissances impérialistes, et plaide vigoureusement pour un règlement du contentieux irako-koweïtien dans un cadre arabe (1).

Luiza MARIA *

ments dans les secteurs productifs ; l'absence de production de biens entraîne, à son tour, une crise économique chronique, le déficit étant comblé par l'aide ex-



térieure. La récession qui prévaut depuis 1982 est liée à la diminution de l'aide en

* L'article qui suit a été rédigé par Luiza Maria, d'après un article en arabe d'Omar Salem destiné au prochain numéro de la revue *Al-Mitraqa*.

- 1) Voir les deux interviews du roi Hussein réalisées par les télévisions britanniques et américaines, publiées par la presse jordanienne, les 5 et 6 août 1990.
- 2) L'aide britannique à la Jordanie représentait 33 % du budget de l'Etat en 1922 et a atteint 73 % en 1946.
- 3) Les résolutions du sommet de Bagdad, en 1987, incluaient une aide au régime jordanien d'un montant de 1,2 milliards de dollars annuels pour une durée de 10 ans. Depuis 1982, le régime en a perçu moins de la moitié.

provenance des pays pétroliers réactionnaires (3). Le régime aurait pu l'éviter s'il avait réussi à remplacer le Liban dévasté dans son rôle d'intermédiaire commercial et technique entre pays impérialistes et pays pétroliers arabes (4). En rapport avec la baisse des revenus pétroliers, la diminution des transferts de fonds par les travailleurs jordaniens émigrés dans les Etats du Golfe

dans la seconde moitié des années 80 a entraîné la diminution des ressources de l'Etat en devises (5), indispensables pour ses importations et pour combler le déficit de la balance commerciale. Celui-ci atteint plus de la moitié du Produit national brut (PNB), tandis que le secteur des services (y compris l'appareil gouvernemental) en accapare les deux tiers, contre 24 % pour l'industrie et 2 % pour l'agriculture. L'endettement extérieur a atteint 11,5 milliards de dollars et le service de la dette a dépassé un tiers du budget annuel de l'Etat, en 1988 (6).

Crise et corruption

La crise, conjuguée avec la rupture des liens de la Jordanie avec la Cisjordanie, a entraîné la baisse du dinar jordanien, l'inflation et la hausse des prix. La bourgeoisie affairiste, peu confiante, a alors échangé ses dinars contre des devises (surtout des dollars). Les travailleurs émigrés ont arrêté leurs envois de dollars et de rials saoudiens et des personnalités connues du régime se sont lancées dans la spéculation sur les devises au marché noir. L'arrêt des financements impérialistes a mis fin aux projets en cours,

4) Cela explique la concentration des investissements capitalistes dans les secteurs des équipements et des services ; elle atteint près de trois quarts de l'ensemble des sommes investies, alors que l'investissement est de 13 % dans le secteur industriel et de 1 % dans le secteur agricole pour 1986 et 1987.

5) Les transferts des travailleurs émigrés ont représenté successivement 475, 400, 400 et 317 millions de dinars jordaniens de 1984 à 1987.

6) Le paiement du service de la dette a diminué après le rééchelonnement de 1989, décidé en accord avec le FMI. En 1992, lorsque reprendra le paiement, le service de la dette atteindra plus de la moitié du Produit national brut.

suite à la cessation de paiement de la dette. Les réserves de devises se sont épuisées au point que le gouvernement dirigé par Rifai a été obligé de vendre le tiers des avoirs en or du pays.

Les Jordaniens, conscients du lien entre la crise et les pratiques des hauts dignitaires du régime, se sont mis à se moquer du roi et de ses courtisans, à commencer par le Premier ministre, Rifai, et ont adopté une attitude de défiance vis-à-vis de l'ensemble du sommet de l'appareil d'Etat (7).

Le 17 avril 1989, la presse fit état d'un programme de réformes structurelles de l'économie, décidé conjointement par le gouvernement et le Fonds monétaire international (FMI), et d'une augmentation de 30 % du prix des hydrocarbures. Le roi et Rifai, en escale à Londres avant de se rendre à Washington, annoncèrent la tenue d'élections législatives. Un heurt entre des camionneurs et la police dans le sud du pays donna le signal d'une explosion de colère de la population ; des affrontements armés eurent lieu, tandis que le soulèvement gagnait le centre et le nord du pays.

L'armée arrêta des dizaines de manifestants à Amman, Zarqa, Irbid, etc. La répression fit quatorze morts parmi les manifestants, mais le soulèvement obligea le roi à rentrer précipitamment des Etats-Unis pour répondre aux foules qui réclamaient la chute du gouvernement Rifai. Ce dernier fut limogé. Conscient de l'effritement de sa base sociale, le régime s'est attelé à l'organisation de la Jordanie. Un gouvernement de transition fut formé par Zeid Ben Chaker, avec pour tâche de préparer les élections législatives de novembre 1989 ; c'est lui qui a lancé l'idée, encore confuse, du "pacte national".

Les Frères musulmans en campagne

Le Code électoral réactionnaire, en vigueur jusqu'aux années 80, distribuait les sièges sur la base d'une répartition régionale clanique ou tribale. En outre, l'Article 18 empêchait les candidatures de militants de partis non reconnu ; or, seule l'organisation intégriste des Frères musulmans l'était par le régime. Le gouvernement de Zeid Ben Chaker a amendé le

Code, à la veille des élections législatives de l'automne 1989 : le nombre de sièges a été porté de 60 à 80 et les circonscriptions ont été redécoupées de façon à favoriser les régions rurales et peuplées de Jordaniens de souche, aux dépens des zones urbaines et à forte concentration palestinienne.

Les Frères musulmans jouissent d'une grande liberté d'organisation et d'action en Jordanie depuis quarante ans. Cette attitude, choisie au départ par le régime pour contrecarrer le communisme et le nationalisme arabe, a connu son apogée en 1980, lorsque le gouvernement de Moudar Badrane (chef du cabinet actuel) avait failli s'affronter au régime sy-



Manifestation de soutien à Saddam Hussein et à Yasser Arafat, en Jordanie (DR)

rien. Malgré quelques frictions avec la monarchie, les Frères musulmans continuent à utiliser les mosquées comme tribunes et leur presse est légale.

Engagés dans la compétition avec 35 candidats, ils ont remporté 22 sièges et ont contribué au succès de leurs alliés appartenant à d'autres courants religieux. Leur campagne électorale incluait des mots d'ordre nationalistes du type « Libération de la Palestine, de la mer jusqu'au fleuve » opposés à un règlement pacifique avec Israël ; quant à leurs revendications démocratiques, elles rejoignaient celles des autres partis : révision de la Constitution, abolition des lois d'exception et de la loi martiale, etc.

Le succès des Frères musulmans (27,5 %) et des autres courants religieux (12,5 %) résulte aussi de considérations régionales présentes dans le choix de leurs candidats. Tous les députés palesti-

niens élus, sauf un seul, sont issus des rangs intégristes. En tout, cette mouvance islamique a emporté 32 sièges — 22 pour les Frères musulmans, 8 pour des indépendants et 2 pour le mouvement Maison du Coran. Les islamistes indépendants ont obtenu quatre fauteuils ministériels dans le nouveau gouvernement Badrane.

La gauche va au Palais

Les partis de gauche — Parti communiste jordanien (PCJ), Parti démocratique du peuple (PDP, lié au Front démocratique de libération de la Palestine — FDLP de Nayef Hawatmeh), le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) de

Georges Habache — et les fractions nationalistes dont celles du Baas (trois obédiences : irakienne, syrienne et Baas de gauche) n'ont pas dépassé les revendications immédiates de la population ; leurs mots d'ordre se sont très souvent confondus avec ceux des intégristes. Incapables de s'allier autour d'un programme minimum, ils ont fait les frais du nouveau découpage électoral, de la courte durée de la campagne, et de l'absence d'intérêt de la population pour les élections. Chacun des trois principaux partis de gauche obtint un siège, les candidats de gauche indépendante trois sièges et, enfin, le mouvement nationaliste, cinq.

Le "bloc national", constitué de candidats favorables au régime, gagna la majorité au Parlement.

C'est le succès des Frères musulmans qui a entraîné la nomination de Moudar Badrane, leur allié dans l'affrontement avec le régime syrien en 1980, comme chef du gouvernement. Ce recours à cet ancien dirigeant des renseignements généraux en 1969-1970, ancien chef du gouvernement de 1976 à 1984, connu comme champion de la répression, était censé inaugurer une phase de changement démocratique.

Dès sa prise de fonctions, le nouveau gouvernement a soumis au Parlement une série de mesures élargissant les libertés générales : "gel" de la loi martiale, en

7) La rue s'était saisie du scandale des pots-de-vin touchés par le roi et le chef de l'Armée lors de transactions d'armes avec la France et la Grande-Bretagne ; de la participation du monarque et de son directeur de cabinet, également directeur de la compagnie Royal Air Jordanie, au pillage de celle-ci et des "cadeaux" reçus par le prince héritier, directeur de banque.

vue de son abolition (la Constitution ne connaît pas ce terme de "gel") ; libération de centaines de prisonniers politiques ; restitution de quelques milliers de passeports confisqués pendant la période du précédent gouvernement Badrane et abolition des décrets militaires du gouvernement Rifai limitant les libertés syndicales et de la presse. Ainsi, prenant de court la gauche parlementaire, qui s'est abstenue lors du vote, Badrane a obtenu la majorité des voix des députés et s'est attelé à la mise en place du "pacte national".

Le roi tire les ficelles

Les partis de gauche n'ont pas exigé longtemps la révision de la Constitution. Complaisants envers la monarchie, ils ont accepté de participer à la commission royale d'élaboration du "pacte", constituée en avril 1990. Issa Madanat (député et membre du bureau politique du PCJ) et Dhib Mourji (député et membre du FP) ont justifié leur participation en expliquant que le pacte « évacue-
ra les obstacles qui ont entravé l'action politique des masses » et « fera oublier les aspects négatifs des politiques antérieures du régime »

(8). Quant à Tayssir Zibri, secrétaire général du PDP et membre de la commission royale, il a déclaré que, s'il devait y avoir litige, celui-ci porterait « non sur le principe du pacte, mais sur sa forme » (9), qu'il y avait « accord sur l'ouverture du dialogue, sur le plan d'une démarche sérieuse et positive (...) pour sortir de la crise politique et économique » (10).

Le secrétaire général du PDP s'est déclaré prêt à abandonner une partie de son programme, s'il le fallait, pour rechercher un "dénominateur commun". Cette politique de compromission avec la monarchie est devenue le dénominateur commun de tous les partis de gauche !

Les manifestations contre le massacre de Palestiniens à Rishon-le-Zion, en mai 1990, n'ont été soutenues que par quelques individus de gauche, à titre personnel. Le PC, quant à lui, est allé jusqu'à organiser des comités pour "calmer les masses", comme à Zarqa. L'opposition a eu droit à des félicitations gouvernementales là où elle a su canaliser les mouve-

ments ; elle a présenté ses excuses lorsqu'elle n'y est pas parvenue.

Enfin, dernier épisode de ce feuilleton honteux : le PCJ, le FPLP et le PDP ont envoyé un télégramme aux chefs d'Etat arabes réunis à Bagdad, en mai 1990, les implorant d'aider financièrement le régime jordanien « pour faire face à Israël et soutenir l'Intifada » (11).

La crise du Golfe et la médiation jordanienne

Dans ces circonstances, la crise du Golfe a permis au roi de tenter de jouer un rôle sur la scène internationale sans ternir sa nouvelle réputation de "démocrate" et le blason "nationaliste" qu'il venait de redorer. Il s'est posé en médiateur pour régler le conflit irako-koweïtien dans un cadre arabe. La "solution arabe" tout en préservant l'hégémonie de l'impérialisme dans la région, rejette le recours aux opérations armées. Sur-tout, elle prône le maintien de certains acquis partiels, mais essentiels pour l'Irak : son accès aux eaux du Golfe par des concessions territoriales et le versement de compensations à Bagdad pour ses pertes pétrolières occasionnées par les émirats du Golfe. Elle reprend aussi l'initiative de Yasser Arafat et du roi Hussein, la proposition d'une conférence internationale pour régler le problème palestinien.

La "solution arabe", version Hussein, propose également la mise sur pied d'un fonds arabe d'investissement visant à promouvoir le développement de la région, et en garantissant la stabilité.

La politique et les procédés du régime jordanien s'expliquent par la crainte des bouleversements qu'occasionnerait inévitablement un affrontement armé entre les Etats-Unis et l'Irak. Son opposition à la solution militaire et son recours à la gauche réformiste et au mouvement intégriste créent des illusions parmi la population. Car, contrairement à ce que beaucoup imaginent en Jordanie, le roi Hussein n'a pas rompu avec l'impérialisme : il a adhéré à toutes les résolutions du Conseil de sécurité des Nations-Unies relatives à l'Irak ; il a approuvé le droit des Saoudiens à faire appel aux forces améri-

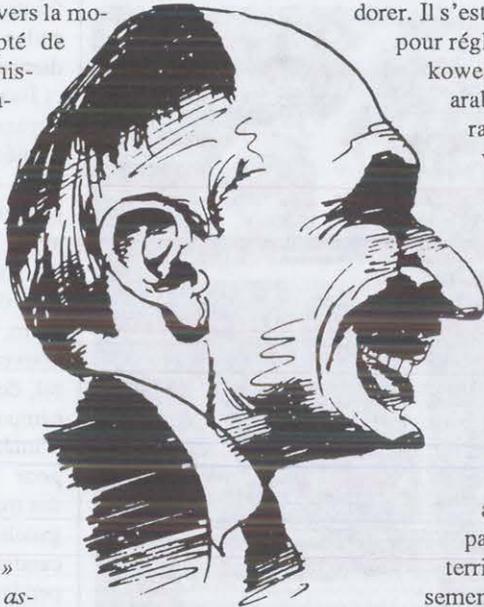
caines pour se protéger de l'Irak. Lorsque le roi s'est abstenu de condamner l'invasion du Koweït, la presse, la gauche et les intégristes en ont déduit qu'il soutenait l'Irak.

Lorsque le monarque a proposé l'"option arabe", arguant des dangers qu'entraînerait l'option militaire dans la région, ses courtisans l'ont présenté comme un "anti-impérialiste". Et lorsqu'il a adhéré aux résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU, les mêmes ont justifié son choix : respecter le droit international sur cette question — disent-ils — impliquera une attitude semblable en ce qui concerne la question palestinienne.

Face à certaines velléités d'auto-armement de secteurs populaires, le roi a pris les devants en faisant appel à l'"armée populaire" (c'est-à-dire à l'encadrement des civils par l'armée royale). En revanche, l'augmentation des prix des denrées alimentaires de base a pu passer au nom de la bataille, avec l'appui des courtisans de gauche.

Les pressions impérialistes pour que le roi prenne parti clairement contre Bagdad se sont accentuées, accompagnées de promesses de dédommagement des préjudices occasionnés par l'interruption des exportations vers l'Irak.

Le roi a remporté de réelles victoires sur le plan interne : il a pu mystifier le mouvement de masse, comme en témoigne l'apparition de son portrait arboré en même temps que celui de Saddam Hussein lors des manifestations qui ont eu lieu en Jordanie, mais aussi en Cisjordanie. C'est un nouveau couronnement pour le souverain, mais il est, cette fois-ci, déguisé en "monarque de la gauche", réconcilié depuis septembre 1990 avec George Habache et Nayef Hawatmeh, à l'occasion du Congrès des forces populaires arabes à Amman (12). ★



Le roi Hussein de Jordanie

25 octobre 1990



8) Discours d'Issa Madanat devant la commission royale d'élaboration du Pacte, retranscrit dans le journal jordanien Ach-Chaab du 20 mai 1990.

9) Ach-Chaab du 3 juin 1990.

10) Ach-Chaab du 31 mars 1990.

11) L'accord conclu entre l'opposition de gauche jordano-palestinienne et le gouvernement stipulait que la frontière jordanienne ne serait pas traversée pour des opérations de commando dans les Territoires occupés. Abou Ali Mustafa, membre de la direction du FPLP, a nié ces informations, tout en reconnaissant l'existence d'un accord entre le gouvernement jordanien et l'OLP engageant son organisation.

12) Voir Inprecor n° 317 du 26 octobre 1990.

L'Intifada et le Golfe

Le 16 septembre 1990, le chercheur marxiste palestinien, Khaled Ayed (1), donnait une conférence au camp de réfugiés palestiniens de Baqaa, en Jordanie (2). A l'occasion de la célébration du 1000e jour de l'Intifada, Ayed a abordé les effets de la crise du Golfe sur la lutte palestinienne. Nous publions des extraits de son exposé (3).

DOCUMENT



L'impact des événements du Golfe sur l'Intifada a été réellement énorme ; il s'est traduit concrètement par l'intensification et l'extension des affrontements, comme on a pu le constater récemment, gagnant l'ensemble de la Palestine, y compris les territoires occupés depuis 1948. Il faut noter cependant qu'en dépit de cette escalade de l'Intifada, son impact médiatique recule, c'est le fruit d'une attitude délibérée des médias face à la crise.

Il faut souligner, en effet, que la réaction de l'Intifada à la confrontation en cours dans le Golfe répondait à la nature même de celle-ci : l'appel au combat, à redoubler la lutte contre le camp des ennemis (l'impérialisme, le sionisme et la réaction arabe). L'Intifada n'applaudit pas un quelconque leader-symbole ; elle n'appelle pas plus à accroître les efforts diplomatiques pour désamorcer la crise. C'est, au contraire, une invitation à l'affrontement qui s'exprime dans ses slogans, qui ne prônent jamais le soutien au règlement entre Saddam et les Etats-Unis souhaité par les gouvernements arabes.

En outre, la crise a des conséquences économiques directes sur l'Intifada, à cause de la baisse des transferts des émigrés à leurs familles dans les territoires occupés, et de la diminution de l'aide financière accordée par les Etats pétroliers à l'Organisation de libération de la Palestine (OLP). Les répercussions deviennent évidentes lorsque l'on sait que près de 650 000 Palestiniens dépendent, pour leur existence, du travail dans les Etats du Golfe et que les revenus envoyés par les émigrés constituent près du tiers du Produit national brut des territoires de l'Inti-

fada. Selon certaines estimations, les Etats pétroliers ont déjà expulsé 250 000 Palestiniens, dont 41 295 familles d'Arabie saoudite, 5 100 du Qatar, 3 630 d'Oman et 5 850 de Dubaï (d'après Chaher Saad, le secrétaire général de la Fédération des syndicats de Cisjordanie, dans le journal *Ach-Chaab*, du 11 septembre 1990).

A quelque chose, toutefois, malheur peut être bon. Ces effets négatifs peuvent avoir des conséquences positives : ils pourraient accélérer le retour des émigrés en Palestine, face à l'immigration des Juifs soviétiques et à leur implantation coloniale. Ils renforcent, de même, l'idée que les Palestiniens ne doivent compter que sur eux-mêmes, le retour à la terre pour la mettre en valeur, la création de projets coopératifs de développement industriel ou artisanal, qui consolident les bases de l'économie nouvelle de l'Intifada.

Réformer l'OLP

D'autre part, les corollaires économiques de la crise rendent nécessaire une réforme financière et administrative radicale de l'OLP, dans le cadre d'un changement, voire d'un bouleversement démocratique global de ses institutions, pour supprimer les organismes et les appareils parasites qui engloutissent ses ressources, et éliminer la corruption et le clientélisme. Il faut aussi écarter la couche bureaucratique richissime, qui dispose d'énormes privilèges : villas, voitures de luxe, frais de voyage inimaginables avec fréquentation d'hôtels de première classe ; en un mot, il faut mettre à l'écart ceux qui vivent comme des émirs du pétrole.

C'est ce même secteur qui entretient des relations des plus étroites avec les pirates réactionnaires arabes du Golfe, d'Arabie saoudite et d'ailleurs. Il constitue un des fondements sur lesquels repose la politique palestinienne du règlement et qui

vit de cette marchandise aujourd'hui dévaluée.

Les événements du Golfe et la confrontation avec le camp ennemi de l'impérialisme, le sionisme et la réaction arabe, ont porté un coup décisif à la logique arabo-palestinienne du règlement pacifique.

Celle-ci avait longtemps chancelé sous les coups de l'Intifada et sous l'effet de la rebuffade sioniste qui a étouffé l'illusion de parvenir à un arrangement avec les "colombes" travaillistes, par suite de la formation d'un gouvernement de "faucons" dirigé par Shamir, avec la participation de Sharon, Lévy, Neuman et autres partisans de ce qu'ils appellent l'"intégralité d'Eretz Israël". Cette politique de règlement avait également subi le refus américain représenté par l'interruption du dialogue de sourds faussement appelé "dialogue américano-palestinien".

Le dialogue orphelin

La situation créée par l'invasion impérialiste de la péninsule arabe a sapé les fondements mêmes de l'initiative et de la stratégie de paix adoptées par le Conseil national palestinien d'Alger, en 1988. Celles-ci ne peuvent plus, dans la nouvelle conjoncture, compter sur l'entremise du régime égyptien de Camp David, de Moubarak, "parrain du règlement" auprès de l'administration américaine, comme y croyaient ceux qui ont conçu l'initiative. Washington, à son tour, ne pense même plus à demander à la direction de l'OLP de nouvelles concessions — et encore moins à l'Etat d'Israël, ni à faire pression sur celui-ci pour les négociations qu'il était question de tenir au Caire avec les Palestiniens, comme le souhaitaient les champions de l'initiative de paix.

L'entité sioniste, quant à elle, concentre maintenant tous ses efforts sur trois objectifs : intégrer des centaines de milliers d'immigrants juifs d'Union soviétique ; tenter de mettre fin à l'Intifada ; et surveiller de près les événements de Jordanie, en s'appêtant à y répondre. Avec ces activités, Israël n'est même plus intéressé par les manœuvres diplomatiques en rapport avec le jeu du règlement. ★

Baqaa (Jordanie),
le 16 septembre 1990

1) Nous avons déjà publié un texte du même auteur (voir *Inprecor*, n° 282 du 20 février 1989).

2) Pour des informations à ce sujet, voir *Retour de Jordanie*, ouvrage de Maurice Rajsfus publié aux éditions *La Brèche*, Paris 1990.

3) Le texte de la conférence a été publié dans le n° d'*Al-Tassaddi* ("Faire Face"), bulletin du Rassemblement national démocratique qui regroupe une fraction dissidente de gauche du Parti communiste jordanien, la dissidence du Fatah et des marxistes indépendants.

HAÏTI

Le Père Aristide "candidat du peuple"

Si l'armée et les duvaliéristes ne s'y opposent pas par la violence comme ils le firent en 1987, des élections générales auront lieu en Haïti le 16 septembre 1990. Le 14 octobre, les duvaliéristes créaient un parti et annonçaient « *qu'ils sortaient de leur cachette* ». Trois jours plus tard, l'ancien tortionnaire en chef et ministre de l'Intérieur de Duvalier, Roger Lafontant annonçait sa candidature au poste de président de la République.

Le lendemain, le Père Jean-Bertrand Aristide, théologien de la libération et aujourd'hui véritable héros populaire, relevait le défi en se déclarant "candidat du peuple". Il entend par ce geste déclencher une "opération raz-de-marée" afin de barrer la route aux tontons-macoutes par la voie des élections ou, si les conditions ne sont pas réunies, en dehors d'elles. Sa candidature suscite un grand enthousiasme. En quelques jours, des centaines de milliers de personnes se sont faites inscrire sur les listes électorales.

La candidature du Père Aristide bouscule les projets de l'impérialisme qui a, depuis longtemps, son propre candidat en lice, et ceux des duvaliéristes. Ces derniers, qui ont tenté de tuer le Père Aristide à plusieurs reprises depuis 1986, risquent de semer la mort à nouveau dans les prochaines semaines. ★

URSS

La IVe Internationale dans la presse soviétique

Le n° 38 de l'hebdomadaire de Moscou *Temps Nouveau* (du 11 septembre 1990) publie une longue interview d'Ernest Mandel sur la IVe Internationale. C'est la première fois que les lecteurs de cet hebdomadaire, publié en huit langues, et surtout les lecteurs soviétiques ont une vue positive de la IVe Internationale.

Sous le titre *Nous sommes révolutionnaires*, Mandel analyse la stratégie de la IVe Internationale dans les trois secteurs de la révolution mondiale, y compris celui de la révolution politique.

Ernest Mandel réitère la position nuancée qu'il développe depuis des années à l'égard des changements en cours en URSS (en simplifiant : "oui" à la glasnost, "non" à tout ce qui, dans la perestroïka, implique détérioration de l'emploi et du niveau de vie des travailleurs).

Le journaliste qui présente cet entretien souligne que, pour les Soviétiques qui n'ont pas pu lire Mandel jusqu'à présent, et auxquels les idées trotskystes étaient présentées comme "notoirement réactionnaires", venant d'un "ennemi historique", cette interview provoquera l'étonnement, sinon un choc. Le rédacteur explique : « *La principale découverte qu'un lecteur impartial devra faire... c'est qu'on a l'impression que Mandel avait spécialement emprunté ses thèmes à divers représentants des tendances politiques en URSS, pour en faire une sorte de synthèse, en attribuant au produit fini le nom d'idéologie du trotskysme contemporain* ». Mais cette interprétation se heurte à un fait incontestable : ladite "synthèse" est antérieure à l'arrivée au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev ! ★



PORTUGAL

VIIe Congrès du PSR

Le VIIe congrès du Parti socialiste révolutionnaire (PSR, section portugaise de la IVe Internationale), s'est tenu à Lisbonne les 5, 6 et 7 octobre 1990 en présence de 80 délégués et de nombreux invités, notamment une délégation du Parti communiste du Portugal (PCP), de la Jeunesse socialiste, du Mouvement démocratique populaire (MDP), de l'Association des capitaines d'Avril, de l'Association José Afonso, des deux principales centrales syndicales, et de nombreuses personnalités.

Le nombre important de délégués confirme l'élargissement du travail du PSR, notamment dans de nouvelles régions et dans de nouveaux secteurs. Près de la moitié des participants était jeunes (la moyenne d'âge du congrès était de 27 ans) et la majorité n'était pas encore au PSR il y a trois ans.

Le nouveau comité central est très renouvelé, il compte une représentation importante de jeunes et même un militant dont l'histoire politique commence dans les geôles du dictateur Salazar, en 1961.

Le bilan a montré que près de 60 réunions se sont tenues, ces deux dernières années, regroupant près de 15 000 personnes, autour des grandes campagnes menées par le PSR (anti-racisme, anti-militarisme, dénonciation des bandes néofascistes et riposte à l'assassinat de José Carvalho — voir *Inprecor* n° 297 du 13 novembre 1989 —, etc.); le PSR a aussi fait une analyse de ses campagnes électorales.

Le congrès a traité de la campagne qu'il mène autour du jugement des assassins de José Carvalho, en approuvant la création d'un Centre d'information anti-fasciste.

Finalement, les militants du PSR ont défini leur plan d'activités pour les deux prochaines années. ★



LES NOTRES

Décès d'Isaac Bangani Tabata

Inprecor a la tristesse d'annoncer le décès d'Isaac Bangani Tabata, à l'âge de 80 ans, survenu le 15 octobre 1990, à Harare, au Zimbabwe. Président du Mouvement de la Nouvelle unité, auteur de différents ouvrages dont *L'éducation pour la barbarie* et *Le réveil de notre peuple*, Tabata dut partir en exil en 1963 ; il a été le premier militant politique, en Afrique du Sud, condamné à un bannissement de cinq ans.

Aux côtés d'autres dirigeants politiques importants de son temps, comme Goolam Gool et Jane Gool, il fut l'un des pionniers du matérialisme historique et de l'analyse de classe de la société sud-africaine, dès les années 30 et 40. Tabata fut un des fondateurs du Parti des travailleurs d'Afrique du Sud (lié à la IVe Internationale) et également de la Convention de toute l'Afrique, de l'Association des enseignants africains du Cap, de la Société de la jeune Afrique et du Syndicat démocratique du peuple africain d'Afrique du Sud.

Tabata était un organisateur remarquable et un orateur brillant, soucieux de rassembler tous les opprimés. Il s'est particulièrement efforcé d'organiser les habitants de la campagne et a contribué à l'enrichissement de nombreux documents historiques essentiels. ★